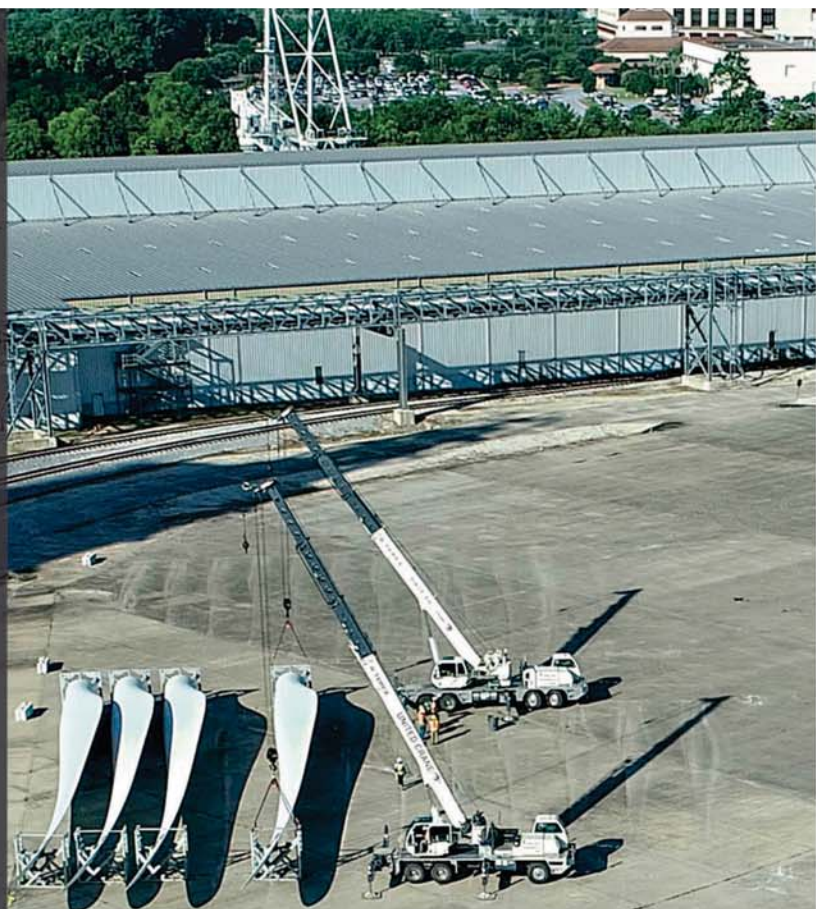


Toujours
prêts
à aller
plus loin

RAPPORT ANNUEL 2019



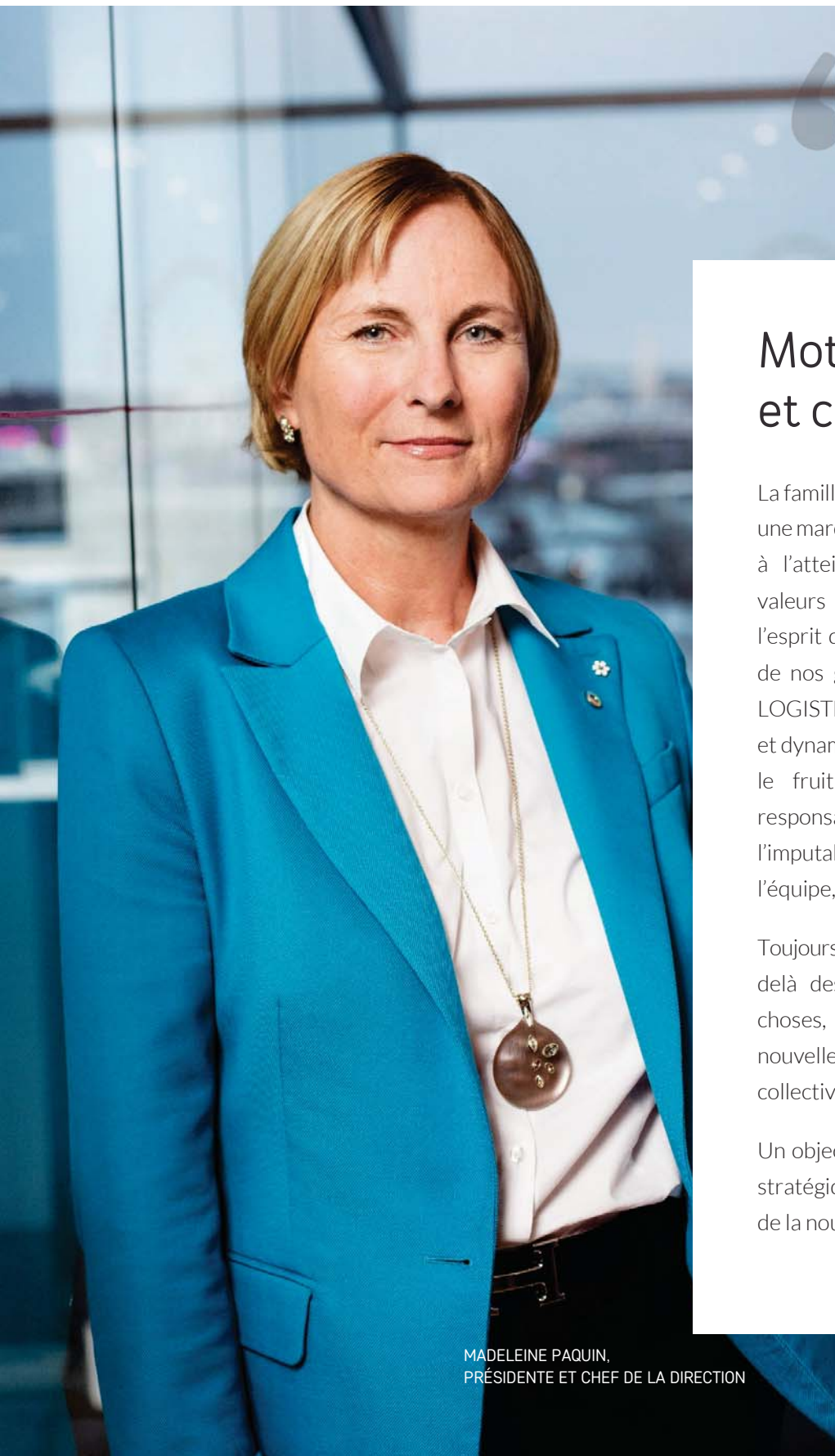
LOGISTEC





Notre mission et notre objectif

La stratégie de LOGISTEC en vue de 2023 est guidée par sa mission et son objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir les chaînes d'approvisionnement fiables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.



“TOUT COMMENCE
PAR NOTRE
OBJECTIF.

Mot de la présidente et chef de la direction

La famille LOGISTEC est aujourd'hui unifiée par une marque solide, tous ses membres travaillant à l'atteinte du même objectif ancré dans des valeurs communes. La fierté, l'ingéniosité, l'esprit d'initiative et, surtout, l'expertise fiable de nos gens sont au cœur de la réussite de LOGISTEC. Le résultat : une équipe diversifiée et dynamique dont les grandes réalisations sont le fruit d'une réelle collaboration, de la responsabilisation et de l'intégrité, ainsi que de l'imputabilité envers les autres membres de l'équipe, nos clients et nos collectivités.

Toujours prêts à aller plus loin, nos gens vont au-delà des attentes pour réaliser de grandes choses, ce qui nous permet de saisir de nouvelles occasions pour nos clients et nos collectivités.

Un objectif clair, des buts communs et un plan stratégique bien défini nous guideront au cours de la nouvelle décennie.

MADELEINE PAQUIN,
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

Nos résultats financiers de 2019

DES RÉSULTATS PORTÉS PAR NOTRE PASSION

Nous sommes heureux d'annoncer que l'exercice 2019 a véritablement marqué un retour en force pour la famille LOGISTEC. C'est un témoignage de l'expertise de nos leaders sur le terrain, ainsi que de notre passion et de notre détermination sans faille à repousser continuellement les limites et à chercher de nouveaux moyens d'améliorer nos activités. En 2019, nos efforts visaient à retrouver le dynamisme de notre croissance et, surtout, la rentabilité. Nous avons d'abord adopté la bonne stratégie dans chacune de nos entreprises et, plus particulièrement, veillé à mettre en place les bons leaders.

Parmi les faits saillants de l'exercice, citons des produits de 639,9 millions \$, soit 55,1 millions \$, ou 9,4 %, de plus qu'en 2018. La rentabilité consolidée globale s'est nettement améliorée en 2019, le résultat avant impôt atteignant 35,1 millions \$, une augmentation de 13,8 millions \$, ou 64,9 %, par rapport à celui de 2018. Cette croissance s'est traduite par un résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société de 26,2 millions \$ et un résultat par action dilué de 2,00 \$, une hausse marquée par rapport au résultat par action dilué de 1,38 \$ en 2018.

Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ a atteint un nouveau record, clôturant l'exercice à 89,6 millions \$ ⁽²⁾, soit une hausse de 39,6 % par rapport à celui de 64,2 millions \$ à l'exercice précédent.

Dans l'ensemble, le secteur des services maritimes a fait bonne figure en comparaison de 2018, les produits ayant augmenté de 44,5 millions \$, ou 13,1 %, pour s'établir à 385,3 millions \$, compte non tenu de ceux de nos coentreprises, TERMONT Montréal inc. (« TERMONT ») et Transport Nanuk inc. Malgré un départ hésitant et certaines difficultés au cours de l'exercice, le secteur des services environnementaux s'est redressé pour livrer un solide quatrième trimestre, ce qui lui a permis de



« Nous sommes heureux que la famille LOGISTEC se soit mobilisée pour livrer un solide rendement financier en 2019. »

Jean-Claude Dugas, CPA, CA

CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

terminer l'exercice avec des produits de 254,6 millions \$, soit une hausse de 4,3 % par rapport à ceux de 2018.

Les secteurs des services maritimes et environnementaux ont tous deux amélioré leur rentabilité et nous sommes heureux d'annoncer que FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL ») a enregistré des résultats bien supérieurs à ceux très décevants de 2018.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section mesure non conforme aux IFRS à la page 27.

⁽²⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 ») qui a eu un impact favorable de 13,7 millions \$ sur le BAIIA ajusté et pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes annexes aux états financiers consolidés 2019.

SERVICES MARITIMES

Malgré la persistance de l'incertitude et de la volatilité des marchés, les clients continuent à dépendre au quotidien de l'expédition et du transport de leurs produits partout dans le monde. Compte tenu de l'importance fondamentale de cette industrie pour le commerce mondial, LOGISTEC travaille en étroite collaboration avec les expéditeurs et les transporteurs et table sur son réseau de terminaux pour soutenir leurs besoins particuliers à l'échelle de l'Amérique du Nord.

La diversité des catégories de marchandises que nous avons manutentionnées et notre vaste réseau géographique ont favorisé le rendement de nos activités de manutention de marchandises. Malgré une baisse marquée du volume de produits de l'acier transitant par notre réseau de terminaux, surtout attribuable aux tarifs douaniers et aux sanctions commerciales, nous avons constaté avec satisfaction une augmentation des volumes de manutention de marchandises en vrac et d'éoliennes. Le volume des marchandises liées à des projets a progressé par rapport à celui du dernier exercice, ce qui a plus que compensé le ralentissement des activités à Montréal (QC) lié à la l'achèvement du pont Samuel-De Champlain. Nous avons également assisté à une intensification des activités de notre nouveau terminal de marchandises diverses à Cleveland (OH) et de l'ensemble de nos activités de transport de marchandises en vrac le long de la voie maritime du Saint-Laurent. D'autres terminaux ont également connu des hauts et des bas, mais, de manière générale, les volumes ont augmenté, tout comme les résultats de nos terminaux de marchandises diverses et en vrac.

Nos activités de logistique portuaire ont également bien fait. Elles sont menées à partir de trois installations au Québec et en Virginie qui fournissent des services de logistique, comme le transbordement de marchandises dans des conteneurs depuis ou dans des trains et des camions, et la livraison locale vers des terminaux portuaires.

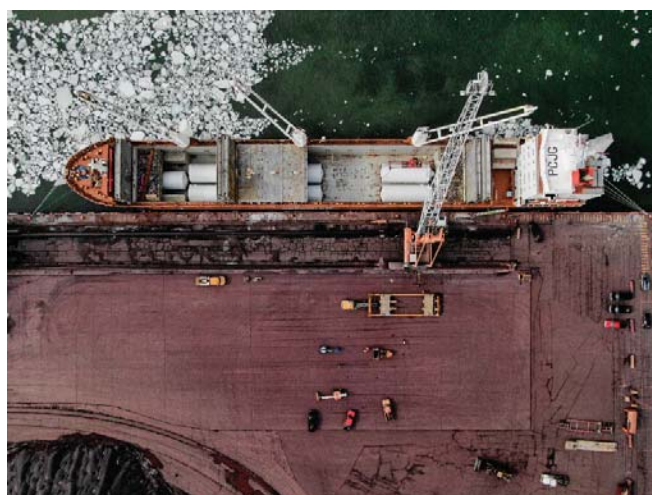


UNE VISION INSPIRANTE POUR NOS CLIENTS

« Déjà reconnus pour l'expertise éprouvée de nos gens, nous souhaitons désormais être reconnus comme le partenaire de prédilection en matière de terminaux, grâce à des technologies uniques permettant d'élaborer des solutions complètes pour nos clients. »

Rodney Corrigan

PRÉSIDENT, LOGISTEC ARRIMAGE



Les activités des terminaux à conteneurs de notre coentreprise à Montréal s'en sont bien tirées, même si les volumes sont demeurés stables. Toutefois, des coûts supplémentaires ont été engagés pour le prolongement de notre terminal Viau, alors que nous nous préparons en à accroître la capacité. La phase 2 du terminal à conteneurs Viau comprend des investissements d'environ 35,0 millions \$, effectués par l'ensemble de nos partenaires de TERMONT, et ajoutera quelque 250 000 équivalents vingt pieds (« EVP ») à nos terminaux de conteneurs sur l'île de Montréal. Ce prolongement portera notre capacité totale à 1,1 million d'EVP, soit un peu plus de la moitié de la capacité totale du port. Étant donné la croissance continue des volumes au port, nous discutons, avec l'Administration portuaire de Montréal, de la possibilité d'étendre encore notre capacité à Contrecoeur (QC).

Nous sommes satisfaits des résultats des sociétés dont nous avons fait l'acquisition en 2018. L'intégration de Gulf Stream Marine, Inc. et de Pate Stevedore Company, Inc. se poursuit dans une dernière phase, puisque nous sommes d'avis que nous pouvons continuer de renforcer les services en regroupant les systèmes d'information et de suivi des marchandises de l'ensemble de notre réseau. Grâce à ces acquisitions stratégiques, nous pouvons offrir davantage de possibilités d'avancement professionnel à nos talents, accroître la collaboration et tirer parti des meilleures pratiques et des meilleurs outils, ce qui, en retour, améliorera les services que nous offrons à nos clients et notre capacité de répondre à leurs besoins particuliers.



TRANSPORT MARITIME CÔTIER

Nos activités de transport maritime dans l'Arctique, exercées par l'entremise d'une coentreprise avec nos partenaires The North West Company et Makivik Corporation, ont enregistré des volumes records en 2019, reflet du renouvellement de notre contrat avec le gouvernement du Nunavut qui a donné lieu à 17 voyages avec 107 escales dans 40 collectivités et sites miniers. Les conditions météorologiques ont été stables et la navigation plutôt fluide et sans incident majeur.



« Nous croyons fermement que la diversification de nos activités constituera un vecteur important de notre croissance soutenue au cours de la prochaine décennie. »

Carl Delisle, CPA, CA

VICE-PRÉSIDENT
CONTRÔLEUR CORPORATIF

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Depuis plus de 30 ans, SANEXEN Services Environnementaux inc. (« SANEXEN ») fournit aux municipalités et aux industries des services de gestion des sols et d'évaluation environnementale, ainsi que des solutions personnalisées et efficaces à des enjeux environnementaux complexes. Nos équipes d'ingénieurs, de scientifiques et de gestionnaires de projets réussissent à transformer en ressources à valeur ajoutée des ressources utilisées qui étaient auparavant jetées, aidant ainsi à résoudre les problèmes les plus difficiles de leurs clients et contribuant au développement durable des collectivités et des industries.

La performance financière de nos services environnementaux s'est grandement améliorée en 2019, le résultat avant impôt atteignant 9,8 millions \$ et les produits, 254,6 millions \$. Cette amélioration découle surtout de deux facteurs : les améliorations notables chez FER-PAL et la solidité des activités de nos services environnementaux traditionnels, dont ceux de restauration de sites et de gestion de sols contaminés et matières résiduelles. Ces deux facteurs sont en partie attribuables au dynamisme soutenu de l'économie de Montréal, notamment dans le secteur immobilier et le développement industriel. Nous avons également réalisé un certain nombre de projets de tailles et de complexités diverses dans d'autres collectivités au Canada. Ces projets nous ont permis de continuer à mettre à profit nos capacités techniques et de démontrer à nos clients notre capacité à exécuter des projets complexes d'envergure.

Malheureusement, cette forte activité a souffert de la réduction du nombre de contrats de réhabilitation à Montréal, ainsi que de la baisse des produits par rapport à nos prévisions visant nos activités de fabrication de boyaux tissés. Celles-ci ont été touchées par le recul des ventes de boyaux d'incendie, reflet du nombre moins élevé d'incendies dans l'ouest de l'Amérique du Nord comparativement aux années précédentes.



UNE VISION INSPIRANTE POUR NOS CLIENTS

« Au cœur de LOGISTEC Services environnementaux, on trouve l'énergie et la créativité inégalées nécessaires à l'élaboration de solutions innovantes et personnalisées pour nos clients. Notre capacité à tirer parti de ces compétences et à les commercialiser est la clé de la croissance. »

Kevin Bourbonnais

PRÉSIDENT, LOGISTEC SERVICES
ENVIRONNEMENTAUX ET SANEXEN

Nous sommes heureux de l'amélioration continue de la performance de FER-PAL et continuons d'investir dans l'amélioration de nos activités par la mise en œuvre des meilleures pratiques et le déploiement d'outils de gestion de projet. Nous avons bon espoir que l'entreprise continuera d'évoluer au cours des prochaines années.

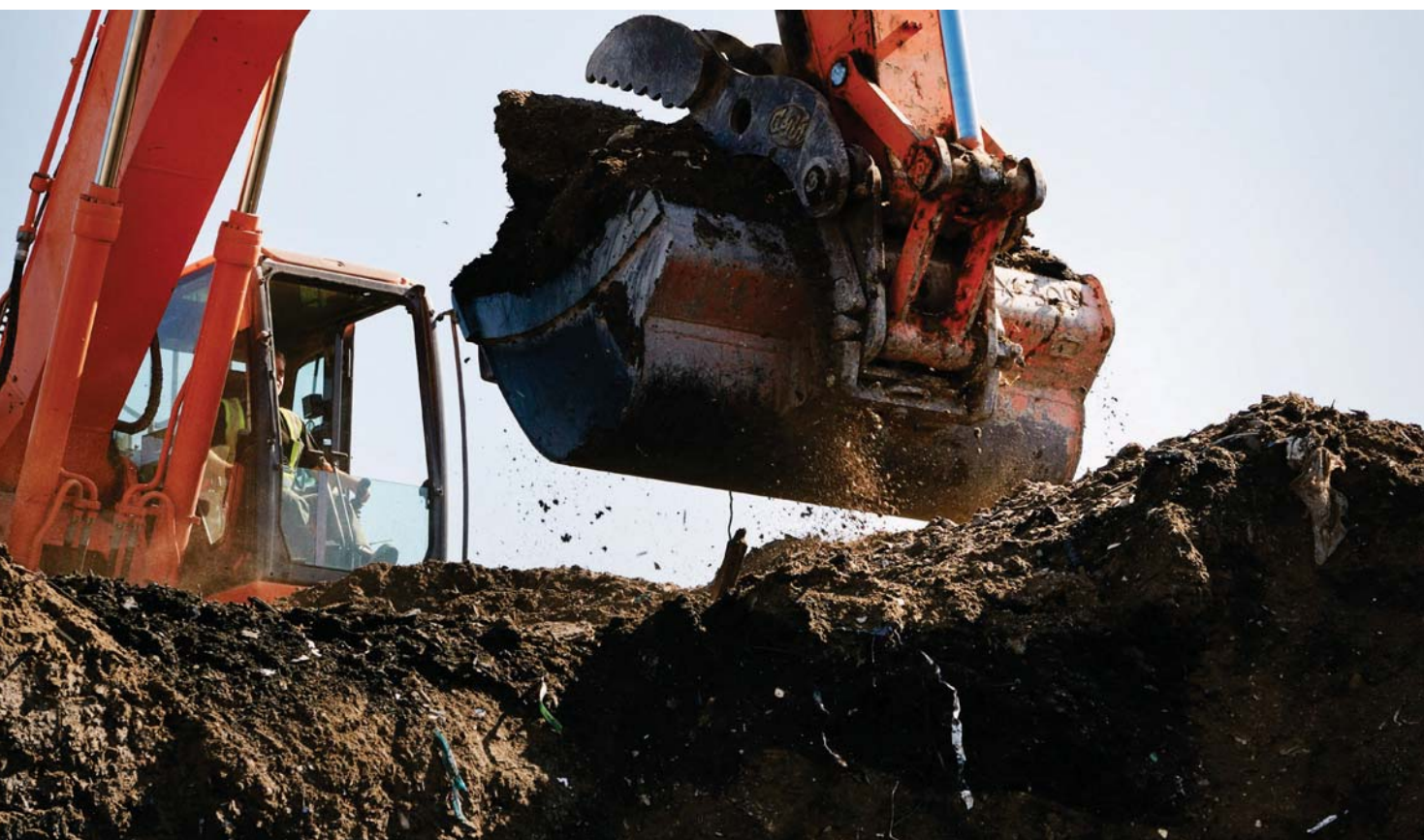
Ensemble pour la sécurité

Au sein de la famille LOGISTEC, la sécurité est primordiale. Notre ambition est sans équivoque : tous nos gens et tous nos partenaires doivent retourner chez eux en toute sécurité à la fin de chaque journée. Constituant notre principal atout, nos gens sont invités à faire de la sécurité leur mission quotidienne et à trouver des façons novatrices d'intégrer la culture de la sécurité dans tout ce que nous faisons. Au cours du dernier exercice, nous avons renforcé notre équipe de la sécurité et mis en place un système complet de gestion de la sécurité dans l'ensemble de notre réseau de terminaux. Nous sommes également heureux d'annoncer qu'en 2019, le nombre d'incidents à déclarer à l'OSHA a diminué par rapport à celui de 2018. En 2020 et au-delà, nos leaders sur le terrain continueront à assurer un niveau de sécurité élevé. En outre, nous saluerons le mérite des leaders qui se seront dépassés dans leur recherche d'excellence en matière de sécurité.

La famille LOGISTEC dans nos collectivités

Depuis le tout début de sa création, la famille LOGISTEC incite l'ensemble de ses équipes à contribuer concrètement au progrès social et économique de nos collectivités en s'engageant au niveau local, en proposant des manières d'améliorer les choses et en stimulant l'innovation. En 2019, nous avons apporté notre soutien à des organisations actives dans les collectivités où travaillent nos gens par le biais de notre programme La famille LOGISTEC dans nos collectivités. Nous sommes heureux d'appuyer les efforts des membres de nos équipes qui consacrent bénévolement leur temps à diverses causes de solidarité sociale et d'entraide. En outre, nous avons lancé l'initiative Partenaires dans la plantation, en collaboration avec Arbres Canada, afin de reboiser nos collectivités de manière durable et écologique.





Innover pour un avenir durable

Être reconnus par les experts du secteur pour notre approche innovante et notre capacité à dépasser les attentes, c'est la confirmation que nous sommes sur la bonne voie en tant que leaders des services maritimes et environnementaux. Nous sommes motivés à faire encore mieux et aller encore plus loin, qu'il soit question d'un projet environnemental primé réalisé avec nos clients et nos partenaires, d'être les premiers au monde à relever les défis importants sur le plan de la durabilité dans des ports et terminaux, ou encore de repousser à ses dernières limites le développement de nos produits pour trouver des façons de protéger les collectivités partout dans le monde en cas de tremblement de terre, d'inondation ou d'autres événements météorologiques extrêmes. Nous sommes constamment à l'affût de façons d'améliorer la qualité de vie dans nos collectivités et de protéger l'environnement par notre passion, notre travail acharné, la collaboration étroite, la recherche et le développement. Nous sommes fiers d'avoir obtenu une série de prix pour certains de nos projets majeurs l'an dernier.



LE PROJET TRACES QUÉBEC REMPORTE UN PRIX ENVIROLYS

En novembre 2019, SANEXEN, Avatek Immobilier et Traces Québec ont reçu le prix « Innovation et protection de l'environnement – Projet » lors de la 10^e édition du Gala ENVIROLYS à pour leur projet novateur axé sur la traçabilité des matières résiduelles au Québec, une première dans l'industrie. Le projet consistait à transformer un site d'enfouissement en un terrain sûr et utilisable et à faire le suivi de toutes les matières résiduelles (liées à la construction, la rénovation et la démolition) pour veiller à leur élimination ou leur recyclage adéquats.



SANEXEN ET AVATEK IMMOBILIER



« Nous sommes fiers d'avoir dirigé cet important projet. Les déchets des installations de récupération, y compris les débris filtrés, sont des déchets complexes pour lesquels il existe actuellement peu de solutions. Notre équipe de scientifiques s'est intéressée à la gestion responsable de ces déchets pendant plusieurs années. Avec nos partenaires, nous avons acquis des connaissances de pointe qui nous permettent d'optimiser la gestion de ces déchets et de faire une différence dans nos collectivités. »

Eric Sauvageau

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF, SANEXEN

FLOTTE HYBRIDE AVEC LA TECHNOLOGIE D'EFFENCO



Notre coentreprise TERMONT a été reconnue en septembre 2019 comme le premier opérateur portuaire du monde à utiliser une flotte de véhicules entièrement hybrides. Tirant parti d'un financement gouvernemental et d'une collaboration avec Effenco, qui a converti 57 tracteurs de terminal en véhicules hybrides diesels-électriques équipés de la technologie arrêt-départ automatique, nous avons réduit de manière considérable les émissions de gaz à effet de serre dans nos terminaux du port de Montréal.



« Grâce à notre esprit d'innovation et notre persévérance, notre équipe se dote de nouveaux équipements pour assurer une meilleure gestion de notre empreinte écologique, et ce n'est qu'un début. L'électrification est un projet d'avenir important pour TERMONT et notre industrie. »

Julien Dubreuil

DIRECTEUR GÉNÉRAL
TERMONT MONTRÉAL



L'ÉQUIPE TERMONT AVEC FRANÇOIS BONNARDEL,
MINISTRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC



PROJET SANEXEN PETROMONT, VARENNES (QC)

« Nos gens sont des perfectionnistes : résilients, persévérants, toujours prêts à se dépasser, à remettre en question le statu quo, et à constamment repousser les limites pour trouver des solutions novatrices. Que ce soit à notre siège social, dans un terminal portuaire, sur un site en restauration, ils occupent chez LOGISTEC des rôles qui seront toujours stimulants et savent constamment se montrer à la hauteur de la situation. »

Madeleine Paquin, C.M.
PRÉSIDENTE ET CHEF
DE LA DIRECTION

LAURÉATE D'UN PRIX LORS DES BROWNIE AWARDS

Les membres de l'équipe de SANEXEN ont été reconnus lors du Gala annuel des Brownie Awards 2019 du Canadian Brownfields Network à titre de grands innovateurs et de visionnaires dans la catégorie « Sustainable Remediation & Technological Innovation », spécialisés dans la restauration de sites contaminés au Canada. SANEXEN a démontré son leadership et son esprit novateur en matière de restauration de terrains contaminés, a fait la promotion de solutions qui réduisent l'impact environnemental et a intégré des principes écologiques et des technologies efficaces dans ses projets de friches industrielles.



CHEF DE FILE EN MATIÈRE DE RÉSILIENCE

Aqua-Pipe, la technologie structurelle sans soudure unique de SANEXEN, a été reconnue comme un produit révolutionnaire de l'industrie de protection des infrastructures d'eau en cas d'activité sismique extrême et d'inondation. Sa résistance a été confirmée en décembre dernier par deux essais à grande échelle effectués par le Geotechnical Lifelines Large-Scale Testing Facility de l'Université Cornell à Ithaca (NY). L'équipe d'innovation de SANEXEN s'est associée au groupe Lifelines de Cornell pour peaufiner sa technologie de conduites d'eau structurelle sans soudure unique grâce au financement de Technologies du développement durable du Canada et de Transition énergétique Québec. Des ingénieurs de grandes villes américaines spécialisés dans l'eau, les services publics et l'environnement étaient présents lors des essais au cours desquels Aqua-Pipe a été soumise à une simulation d'activité sismique à échelle réelle pour tester la résilience du produit en cas de tremblement de terre ou d'inondation. Les résultats des essais ont largement dépassé les attentes. Aqua-Pipe a conservé son intégrité et n'a pas subi de rupture, protégeant ainsi l'eau qui y circulait et démontrant sa capacité supérieure à protéger les réseaux vitaux autres que les conduites d'eau, notamment les conduites de combustibles liquides et gazeux.



L'ÉQUIPE DU DÉPARTEMENT DU GÉNIE CIVIL DE CORNELL
ET SANEXEN À L'UNIVERSITÉ CORNELL



« Les résultats exceptionnels de ces essais sont largement supérieurs à ce que nous nous attendions en matière de résilience d'Aqua-Pipe. Mais, le plus important, c'est que les villes et collectivités disposent maintenant d'une solution claire et éprouvée qui peut protéger et sécuriser en toute certitude leur infrastructure souterraine dans le cadre d'une utilisation quotidienne et en cas d'activité sismique

Benoît Côté

PRÉSIDENT, SANEXEN WATER





Prêts pour 2020 et au-delà

En novembre dernier, notre équipe de direction a présenté son plan stratégique ACTION2023 à notre conseil d'administration, qui décrit comment nous comptons élargir notre horizon afin devenir le fournisseur de choix pour des solutions sûres, durables et créatives dans les secteurs maritimes et environnementaux. Cet exercice a renforcé le profond sentiment de fierté qui nous unit, non seulement sur le plan de la mission et des valeurs, mais aussi sur celui des objectifs communs.

Nous avons su tirer parti de la diversité de nos services, de nos clients et de notre réseau géographique, et nous continuerons de le faire. Notre plateforme de services robuste axée sur les besoins des clients est l'assise sur laquelle nous pourrions bâtir notre croissance future.

Sur le plan des activités de manutention de marchandises, nous continuerons d'élargir notre réseau de terminaux et de services, à l'appui de l'optimisation des volumes de marchandises dans chacune de nos installations. Nous mettons à profit l'information commerciale pour aligner constamment nos services sur l'augmentation des importations et des exportations. Notre expansion sera alimentée par la croissance interne et la réalisation d'acquisitions.

Nous avons également des projets ambitieux pour nos services environnementaux. Le rythme soutenu de l'urbanisation, les changements démographiques et climatiques et la technologie nous obligent à anticiper les défis futurs des clients et à livrer des solutions créatives qui génèrent une valeur ajoutée immédiate et, surtout,

future. Nous avons développé et continuerons de développer des technologies pour relever bon nombre de ces défis. Grâce à nos technologies de l'eau, nous sommes en mesure de réhabiliter des aqueducs avec une excavation minimale et, grâce à notre prochaine génération de solutions Aqua-Pipe, nous nous démarquons encore davantage en protégeant les ressources en eau dans les régions où il y a de l'activité sismique et dans les zones inondables. Nous avons également été proactifs et mis au point des technologies pour l'élimination du plomb dans l'eau potable, défi de taille pour nombre de grandes municipalités actuellement. De plus, nous élaborons des technologies pour traiter les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles (« PFAS »), et d'autres contaminants émergents.

Nous renforçons notre équipe de développement commercial pour favoriser une plus grande pénétration non seulement du marché canadien, mais également de celui des États-Unis. Nous sommes de surcroît convaincus que notre filiale FER-PAL est également bien positionnée pour croître sur ses marchés, en particulier en Ontario, dans l'Ouest canadien et dans le Midwest américain.

Somme toute, notre nouveau plan stratégique ne marque aucune rupture avec nos engagements passés: nous relançons simplement ces efforts avec un élan renouvelé et, pour ce faire, nous mobilisons de nouvelles parties prenantes.

Nos talents sont notre force

Pour réaliser cette vision, notre équipe poursuivra ses efforts pour offrir à nos gens un environnement de travail sain, sûr et souple où ils peuvent se dépasser.

C'est aussi une question de leadership. Les leaders sont des personnes qui font avancer les choses. Les personnes les plus talentueuses aspirent à travailler pour des leaders passionnés qui les guident avec un objectif clair et leur donnent l'occasion de travailler sur des projets captivants ainsi que de tirer des enseignements auprès des personnes les plus compétentes. Nos 3 000 experts de confiance sont prêts à emprunter de nouvelles voies et à concrétiser de grandes choses. Ils sont déterminés à faire croître notre organisation de manière profitable.

Je souhaite profiter de cette occasion pour les remercier de leur passion et de leur engagement indéfectibles. Je reconnais que leur rôle est essentiel à la réalisation de notre vision et à une croissance durable des bénéfices. Je me réjouis de travailler avec eux afin que nous puissions poursuivre ensemble cette aventure.

(signé) Madeleine Paquin

Madeleine Paquin, C.M.

Présidente et chef de la direction, LOGISTEC



« Je suis fière de diriger cette famille. Des occasions formidables de contribuer s'offrent à nous. Grâce à l'ingéniosité et à l'expertise éprouvée de nos gens, nous pouvons devenir le catalyseur d'une nouvelle façon de faire. Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos collectivités pour bâtir un avenir durable. La famille LOGISTEC est définitivement prête pour la nouvelle décennie! »

— MADELEINE PAQUIN



Faits saillants financiers

UNE FEUILLE DE ROUTE SOLIDE

PRODUITS DE

639,9 M\$

HAUSSE DE

78,8 %

PAR RAPPORT À 358 M\$ EN 2015

BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ DE

89,6 M\$

RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX
PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ DE

26,2 M\$

HAUSSE DE

45,0 %

PAR RAPPORT AUX 18 M\$ DE
L'EXERCICE PRÉCÉDENT

KITIMAT

REGINA

LOS ANGELES

(1) LE BAIJA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section mesure non conforme aux IFRS à la page 27.



FAITS SAILLANTS FINANCIERS 2019

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2019 ⁽⁵⁾	2018	2017	2016	2015	Variation 19-18 %	Variation 19-15 %
Résultats financiers							
Produits	639 942	584 878	475 743	343 326	358 008	9,4	78,8
BAlIA ajusté ^{(1) (6)}	89 611	64 177	74 741	42 034	56 321	39,6	59,1
Résultat de l'exercice ⁽²⁾	26 194	18 060	27 426	18 858	29 142	45,0	(10,1)
Situation financière							
Total de l'actif	734 738	637 103	513 539	355 860	328 415	15,3	123,7
Fonds de roulement	97 996	82 099	70 196	75 745	71 717	19,4	36,6
Dette à long terme (incluant la tranche courante)	177 900	163 297	83 404	60 325	32 079	8,9	454,6
Capitaux propres ⁽²⁾	280 371	262 198	228 574	201 383	189 413	6,9	48,0
Données par action⁽³⁾							
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ (\$)	2,00	1,38	2,11	1,48	2,34		
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	21,40	19,96	17,56	15,77	15,20		
Actions en circulation, sur une base diluée (moyenne pondérée en milliers)	13 103	13 135	13 016	12 768	12 458		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	39,60	40,86	44,04	38,00	44,01		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	40,00	43,27	44,75	35,10	38,00		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	0,3685	0,3465	0,3150	0,3000	0,2750		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	0,4054	0,3812	0,3465	0,3300	0,3025		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁽²⁾	9,66 %	7,36 %	12,76 %	9,65 %	16,52 %		
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ /produits	4,09 %	3,09 %	5,76 %	5,49 %	8,14 %		
Ratio dette nette/capitalisation ⁽⁴⁾	36 %	38 %	28 %	18 %	4 %		
Rapport cours/bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	20,00	31,36	21,24	23,76	16,24		

⁽¹⁾ LE BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section mesure non conforme aux IFRS à la page 27.

⁽²⁾ Attribuable(s) aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau, données trimestrielles choisies à la page 43.

⁽⁴⁾ La dette nette et la capitalisation constituent des mesures non conformes aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section situation de trésorerie et sources de financement à la page 33.

⁽⁵⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 ») pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes annexes aux états financiers consolidés 2019.

⁽⁶⁾ L'adoption de l'IFRS 16 a eu un impact favorable de 13,7 millions \$ sur le BAlIA ajusté de 2019.

Introduction

Ce rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités ci-joints (les « états financiers ») ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers de LOGISTEC et les notes annexes (« notes 2019 »).

Nos activités

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. LOGISTEC figure parmi les principales sociétés de manutention de marchandises du Canada et est un joueur grandissant aux États-Unis. Nos services comprennent également le transport maritime et les services d'agences maritimes.

MANUTENTION DE MARCHANDISES

Comptant 34 ports et 60 terminaux situés en Amérique du Nord, notre Société se spécialise dans la manutention de toutes les catégories de marchandises sèches dont du vrac, des marchandises diverses et des conteneurs. Les marchandises que nous manutentionnons se retrouvent généralement dans les catégories suivantes : produits forestiers, métaux, vrac solide, fruits, céréales et marchandises ensachées, conteneurs, marchandises générales et liées à un projet. Nous offrons également aux sociétés industrielles des services d'empotage et de dépotage de conteneurs, d'entreposage et de distribution ainsi que d'autres services à valeur ajoutée.

Notre stratégie consiste à diversifier nos activités pour répondre aux besoins de nos clients et couvrir une vaste étendue géographique et une grande variété de marchandises, tout en maintenant un bon équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Nous pouvons ainsi réduire l'incidence des perturbations du marché pouvant toucher une région donnée ou une catégorie particulière de marchandises.

L'étendue de notre réseau de terminaux portuaires permet la spécialisation de nos installations. Ce faisant, nous pouvons offrir des services de manutention adaptés aux besoins spécifiques de nos clients. Ainsi, nous améliorons la qualité des services, favorisons l'efficacité des activités, réduisons les risques d'endommager la marchandise et contribuons à un meilleur contrôle des coûts. Généralement, cette stratégie nous permet d'offrir à nos clients un service de grande qualité à un coût compétitif.

Nous cherchons à devenir le partenaire de prédilection en matière de terminaux dont la technologie unique permet d'élaborer des solutions complètes et d'offrir des services portuaires à valeur ajoutée.

AUTRES SERVICES MARITIMES

Les autres services maritimes que nous offrons incluent le transport maritime côtier de marchandises vers les collectivités de l'Arctique canadien par l'intermédiaire de notre coentreprise détenue à 50 %, Transport Nanuk inc. (« Nanuk »). Nanuk détient une participation de 50 % dans Groupe NEAS inc. (« NEAS »), en partenariat avec un actionnaire inuit. NEAS possède cinq navires de cote glace et a effectué 17 voyages vers l'Arctique en 2019. Nous avons servi plus de 40 collectivités au Nunavut et au Nunavik. Les résultats de Nanuk sont comptabilisés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Nous offrons également des services d'agences maritimes auprès des armateurs et des exploitants de navires étrangers dans les eaux canadiennes. Un agent maritime est le représentant local d'une société de transport maritime étrangère et se charge en général de toutes les tâches routinières en son nom. L'agence veillera à ce qu'un poste d'amarrage soit disponible pour l'arrivée d'un navire, obtiendra les services de pilotes et établira les relations nécessaires avec les arrimeurs. L'agent s'assure également que les fournitures essentielles, le transfert de l'équipage, les documents douaniers et les déclarations de déchets sont réglés avec les administrations portuaires.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN Services Environnementaux inc. (« SANEXEN ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène ses activités dans le secteur des services environnementaux. Nous offrons des solutions créatives et personnalisées à une clientèle industrielle et municipale, ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales et à nos partenaires. Les ingénieurs en environnement et les scientifiques de SANEXEN, de concert avec les équipes internes de recherche et développement, font notamment appel à nos technologies de l'eau novatrices pour offrir des services environnementaux fondamentaux comme la réhabilitation des conduites d'eau souterraines, la restauration de sites, la gestion de sols contaminés et matières résiduelles, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

AQUA-PIPE

SANEXEN a mis au point la technologie Aqua-Pipe, un procédé de réhabilitation structurale de conduites d'alimentation en eau potable de 150 millimètres à 600 millimètres de diamètre par voie de gainage, et ce, avec un minimum d'excavation. Aqua-Pipe est une technologie qui crée une nouvelle structure à base de matériaux composites à l'intérieur des canalisations vieillissantes ayant atteint la fin de leur durée de vie utile.

SANEXEN détient Niedner inc. (« Niedner »), un fabricant de boyaux tissés. Par l'intermédiaire de Niedner, SANEXEN fabrique la gaine structurale utilisée dans le procédé Aqua-Pipe ainsi que des boyaux tissés destinés au marché de la lutte contre les incendies et à l'industrie énergétique. Niedner produit également la résine utilisée dans le procédé d'installation d'Aqua-Pipe.

SANEXEN réalise l'installation d'Aqua-Pipe elle-même ou octroie des licences pour sa technologie à des installateurs sur le terrain autorisés. La conception, la fabrication et l'installation du produit procurent à SANEXEN un avantage concurrentiel, car ces activités nous permettent de mieux comprendre toutes les caractéristiques du produit et de son installation, et d'améliorer sans cesse le produit afin de mieux servir nos détenteurs de licences. FER-PAL est un installateur sur le terrain autorisé de la technologie Aqua-Pipe. Nous exerçons nos activités aux États-Unis par l'intermédiaire de SANEXEN Water, Inc., qui compte deux bureaux aux États-Unis, l'un près de Philadelphie (PA) et l'autre dans la région de Los Angeles (CA), et par l'intermédiaire de FER-PAL Construction USA, LLC dont les bureaux sont situés près de Chicago (IL) et de Détroit (MI). Grâce à cette technologie, environ 2 000 kilomètres de conduites d'eau ont été réhabilités à ce jour, directement ou par des détenteurs de licences.

En 2018, SANEXEN a reçu une subvention de 1,0 million \$ de la part de Technologies du développement durable Canada et a utilisé les fonds pour tester la résistance de la prochaine génération de sa technologie dans des conditions environnementales extrêmes. En décembre 2019, SANEXEN a confirmé que sa technologie de gainage structural de tuyau avec durcissement sur place par une méthode sans tranchée pouvait résister à des forces sismiques extrêmes ou à des inondations à la suite d'essais effectués à l'Université Cornell au centre d'essais à grande échelle sur les réseaux vitaux.

AUTRES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société offre des services de caractérisation et de restauration de sites, d'analyse de risques et de gestion de sols contaminés et matières résiduelles et a réalisé des centaines de projets touchant un large éventail de situations de décontamination. Elle gère des projets clés en main reliés à l'évaluation des propriétés (phases I et II) et la restauration de sols, d'eau souterraine, de bâtiments, de lagunes et de réservoirs souterrains. SANEXEN analyse et évalue également les risques de contamination pour les humains et pour l'environnement.

Mission et stratégie de développement

La stratégie de LOGISTEC en vue de 2023 est guidée par sa mission et son objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir les chaînes d'approvisionnement fiables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.

En ce qui concerne la manutention de marchandises, LOGISTEC est un fournisseur de services innovateur et axé sur la recherche de solutions en Amérique du Nord. Nous offrons des services de manutention de marchandises, de logistique portuaire et d'autres services à valeur ajoutée à une clientèle d'entreprises industrielles et de transporteurs. Notre stratégie de développement repose sur la croissance interne et le regroupement d'entreprises. Nous visons à maximiser la manutention de marchandises par l'entremise de notre réseau de terminaux existant, tout en diversifiant notre éventail de marchandises, au besoin, afin d'éviter une surexposition à une catégorie de marchandises ou à un produit en particulier. La direction est toujours à l'affût de nouvelles occasions d'affaires, et des projets d'investissement potentiels font régulièrement l'objet d'études. Ces occasions peuvent inclure l'acquisition d'autres exploitants, l'ajout d'installations portuaires, la sous-traitance et la proposition de solutions clés en main ou à valeur ajoutée pour des clients existants ou nouveaux. Nous appliquons des critères d'évaluation très sévères pour tous nos projets, et ce, aussi bien au niveau financier qu'au niveau de la complémentarité stratégique. En effet, avant de procéder à une acquisition, nous nous assurons que l'investissement contribuera à créer de la valeur, qu'il générera un rendement satisfaisant basé sur des flux de trésorerie futurs durables et, si un financement est requis, que notre situation financière continuera d'afficher un niveau de dette ainsi qu'un ratio d'endettement acceptables. Nous tentons d'étendre notre présence géographique tout en conservant un portefeuille équilibré de marchandises ou de produits manutentionnés. Pour se concrétiser, un projet de regroupement d'entreprises se doit de contribuer à maximiser la valeur offerte à nos actionnaires. En outre, l'acquisition de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM ») en 2018, dont il est question à la rubrique regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion, permet à LOGISTEC de renforcer sa présence dans la région de la côte américaine du golfe du Mexique et représente une expansion importante de notre réseau de terminaux aux États-Unis.

Tout en continuant d'être fortement axée sur ses activités traditionnelles (gestion de sols contaminés et matières résiduelles, restauration de sites et analyse de risques), la stratégie d'expansion à long terme de SANEXEN repose principalement sur le développement d'Aqua-Pipe et l'important potentiel du marché nord-américain. Par le biais de Niedner, SANEXEN contrôle la recherche, le développement et la fabrication de la gaine et de la résine, deux des principaux composants du procédé Aqua-Pipe. Le développement de boyaux tissés de grand diamètre liés à Aqua-Pipe occupe une place importante dans le plan de croissance de SANEXEN. Par l'entremise de FER-PAL, la Société renforce sa position de leader nord-américain dans l'installation de gaine structurale pour la réhabilitation de conduites d'alimentation en eau potable.

Facteurs de performance

Trois facteurs de performance sont particulièrement importants pour la Société : un personnel qualifié et dévoué, le recours à des technologies novatrices et l'accès aux installations portuaires.

Talents

Le succès de notre stratégie d'affaires axée sur la prestation des services à partir de nos installations de manutention de marchandises ou des sites de projets repose entre les mains de nos gens. Les succès de la Société sont un témoignage de leur compétence.

Malgré un marché de l'emploi concurrentiel, nous nous considérons privilégiés de pouvoir compter sur une équipe de gens qualifiés et passionnés pour gérer nos activités. Nous avons développé des programmes internes afin de motiver, former et conserver nos employés et nous bénéficions d'un faible taux de rotation du personnel. La réussite de LOGISTEC repose sur son équipe de quelque 3 000 personnes à l'échelle de l'Amérique du Nord, de l'Arctique à Brownsville (TX). Ce nombre est fondé sur les équivalents temps plein selon une semaine normale de travail pour tous les employés salariés et les employés à taux horaire, y compris les débardeurs dont nous retenons les services, directement ou sous juridictions interentreprises, en supplément à nos employés directs. Évoluant dans le domaine environnemental, la Société se doit d'avoir un personnel hautement qualifié. Notre solide réputation repose en effet sur notre capacité à attirer et à retenir du personnel technique et professionnel.

La Société étant principalement un fournisseur de services (par opposition à une entreprise manufacturière), la charge au titre des avantages du personnel représente la charge la plus importante de la Société, soit 313,1 millions \$, ou 48,9 %, des produits en 2019 (299,7 millions \$ ou 51,2 %, des produits en 2018). Veuillez vous reporter aux notes 5, 22 et 28 des notes 2019, ainsi qu'à la page 45 du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la rémunération et les avantages du personnel.

Technologies novatrices

La technologie transforme non seulement les besoins de nos clients, mais aussi la manière dont nos gens travaillent pour offrir nos services. Axés sur la création d'une proposition de valeur toujours plus attrayante pour nos clients, nous sommes constamment à l'affût de moyens judicieux pour mettre à profit l'étendue et l'exhaustivité de nos capacités à l'échelle de la Société. En 2019, de concert avec nos experts des services maritimes et environnementaux, nous avons défini comment améliorer nos processus pour que nos professionnels puissent faire profiter tous nos projets de notre vaste expertise.

En ce qui a trait aux services maritimes, les opérateurs des terminaux de notre réseau toujours plus étendu tablent sur la technologie pour optimiser nos activités, assurer la surveillance de notre vaste parc d'équipements et fournir des renseignements exacts et en temps opportun aux clients. De surcroît, nos leaders sur le terrain sont reconnus pour leur capacité à développer des solutions uniques en matière de manutention de marchandises, conçues en fonction des enjeux propres aux différentes chaînes d'approvisionnement.

En tant que société chef de file du secteur des services environnementaux au Canada, nous joignons notre expertise pointue à notre capacité à innover pour mettre au point des solutions technologiques adaptées aux défis de notre clientèle industrielle, municipale ou des services publics. Parmi ces solutions, soulignons la prochaine génération de nos technologies de l'eau éprouvées, les solutions sans plomb et celles axées sur le traitement et l'élimination des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles (« PFAS »).

En 2019, nos dépenses en immobilisations corporelles consolidées se sont établies à 34,6 millions \$. Dans les états consolidés des résultats de la Société, la charge relative au matériel et fournitures constitue la deuxième charge en importance, totalisant 169,6 millions \$ en 2019, soit 26,5 % des produits (156,9 millions \$, ou 26,8 % des produits en 2018).

Accès aux installations portuaires

L'accès aux installations portuaires est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Il constitue également une barrière à l'entrée dans ce secteur de nos activités. En effet, le nombre d'installations portuaires présentant des caractéristiques adéquates (localisation géographique, profondeur à quai, capacité de charge et d'entreposage, accès au transport terrestre, etc.) est limité et ces installations sont généralement louées à long terme. Nous sommes présents dans 34 ports et 60 terminaux situés en Amérique du Nord.

Nous louons les terminaux où nous sommes présents et la majorité des entrepôts que nous utilisons. La plupart de nos installations sont louées à long terme, ce qui nous permet d'y investir dans les infrastructures et dans l'équipement et la technologie liés à la manutention de marchandises appropriés. Le loyer peut consister en un montant mensuel fixe, un en-lieu de loyer variant selon les tonnages manutentionnés ou une combinaison des deux. Nous avons accès à des milliers de mètres carrés d'espace de quai ainsi qu'à plusieurs kilomètres de façade de quai.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, les charges d'exploitation, qui incluent les paiements de loyers variables sur les propriétés louées, les taxes municipales et l'entretien de nos installations, représentent la troisième charge en importance, soit 43,2 millions \$, ou 6,7 % des produits en 2019 (46,0 millions \$, ou 7,9 % des produits en 2018). ⁽¹⁾

Évaluation de la performance

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction, du président du conseil d'administration et du président du comité de vérification.

Capacité à performer

Depuis que la Société est devenue une société ouverte en 1969, nous avons conclu chaque exercice financier avec un profit. Cette suite de succès démontre notre stabilité financière à long terme et notre capacité à performer sur une base soutenue dans des conditions changeantes.

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 qui a eu un impact favorable de 13,7 millions \$ et pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Stratégie d'affaires

Dans le secteur des services maritimes, notre stratégie d'affaires est basée sur la diversification des marchandises que nous manutentionnons, la répartition géographique de nos installations et l'équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cette stratégie a été particulièrement efficace au fil des ans, alors que nous avons été témoins de fluctuations des volumes de produits miniers, d'acier, de produits forestiers, de conteneurs et d'autres marchandises manutentionnées, les situations défavorables étant fréquemment contrées par les situations favorables.

Dans le secteur des services environnementaux, nous nous sommes positionnés comme un chef de file dans les marchés traditionnels, et notre croissance future s'appuie sur l'expansion géographique de nos services environnementaux ainsi que sur la commercialisation de nos technologies de l'eau inégalées sur les marchés d'Amérique du Nord. Parmi celles-ci, soulignons la technologie de réhabilitation des conduites d'eau souterraines qui consiste à protéger l'eau des conduites d'alimentation en plomb au moyen d'un système de chemisage interne, et les technologies destinées au traitement des contaminants émergents, comme les PFAS.

Nous possédons une forte expertise interne en plus d'avoir accès à de la main-d'œuvre qualifiée, de disposer d'un parc d'équipements efficace, bien entretenu et bien déployé, et d'avoir une solide réputation, et ce, aussi bien pour les services de manutention de marchandises que pour les services environnementaux. Ces caractéristiques nous assurent la confiance de nos clients, fournisseurs et partenaires et contribuent à notre croissance.

Capacité de négocier avec des syndicats

LOGISTEC emploie, dépendamment des sociétés ou des sites, des travailleurs syndiqués et non syndiqués. Nous avons démontré par le passé notre capacité de négocier directement ou par l'entremise d'associations d'employeurs et de conclure des ententes avec les syndicats, le cas échéant. La Société est partie prenante à 35 conventions collectives en vigueur. Nous avons signé deux conventions collectives en 2019, alors que sept étaient toujours en négociations à la fin de 2019 et que quatre autres viendront à échéance en 2020.

Capacité d'emprunt

LOGISTEC génère des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation. En 2019 et 2018, ceux-ci se sont établis respectivement à 71,3 millions \$ et 59,1 millions \$, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins habituels liés aux activités d'investissement et de financement.

À la fin de 2019, la dette nette, constituée de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des emprunts bancaires à court terme, nets de la trésorerie et équivalents de trésorerie, s'est établie à 155,3 millions \$, tandis que les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société ont totalisé 280,4 millions \$, ce qui correspond à un ratio dette nette/capitalisation de 35,6 %.

La Société a organisé ses facilités de crédit de manière à séparer les crédits disponibles pour ses filiales détenues à part entière des crédits disponibles des filiales non détenues à part entière et de ses coentreprises.

LOGISTEC dispose d'une marge de crédit engagée auprès d'un syndicat bancaire. LOGISTEC Corporation et une de ses filiales désignées peuvent ainsi emprunter des fonds directement aux termes de cette facilité de crédit pour couvrir les charges générales et d'exploitation et pour émettre des garanties bancaires.

En octobre 2019, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont renégocié leur entente de crédit pour gagner en souplesse financière, entraînant ainsi une modification de l'entente de crédit en vigueur. La facilité de crédit renouvelable non garantie a été augmentée, passant de 175,0 millions \$ à 300,0 millions \$ (ou l'équivalent en dollars américains), et vient à échéance en octobre 2023.

Le montant total disponible aux termes de cette facilité de crédit engagée au 31 décembre 2019 était de 300,0 millions \$ (175,0 millions \$ en 2018). Un montant équivalant à 115,0 millions \$ (104,5 millions \$ en 2018) a été prélevé sur la facilité et un montant supplémentaire de 3,7 millions \$ (3,8 millions \$ en 2018) a été utilisé pour émettre des lettres de crédit. Cette facilité de crédit renouvelable porte intérêt à un taux variable, lequel est fonction du type de prêt choisi et auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

Mesure non conforme aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à une mesure non conforme aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ») n'est pas défini selon les IFRS et, par conséquent, ne peut être présenté à titre officiel dans les états financiers. La définition du BAIIA ajusté de la Société comprend le remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service et ne prend pas en compte les pertes de valeur. La définition du BAIIA ajusté employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAIIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier que sur le plan opérationnel.

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	2019 ⁽¹⁾	2018	2017	2016	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat de la période	26 437	17 994	27 356	18 486	32 873
PLUS :					
Dotation aux amortissements	42 122	28 580	33 859	14 288	12 328
Pertes de valeur	—	6 821	2 917	—	—
Charges financières nettes	12 353	7 474	3 533	1 700	623
Impôt sur le résultat	8 699	3 308	6 211	7 268	10 288
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service	—	—	865	292	209
BAIIA ajusté	89 611	64 177	74 741	42 034	56 321

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 qui a eu un impact favorable de 13,7 millions \$ sur le BAIIA ajusté et pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Données financières annuelles choisies

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2019 ⁽¹⁾ \$	2018 \$	2017 \$	Variation 19-18 \$ %	
Produits	639 942	584 878	475 743	55 064	9,4
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	26 194	18 060	27 426	8 134	45,0
Résultat de base par action total ⁽²⁾	2,05	1,43	2,23	0,62	43,4
Résultat dilué par action total ⁽²⁾	2,00	1,38	2,11	0,62	44,9
Total de l'actif	734 738	637 103	513 539	97 635	15,3
Passifs non courants totaux	338 565	246 497	174 455	92 068	37,4
Dividendes en espèces par action :					
— Actions de catégorie A ⁽³⁾	0,3658	0,3383	0,3075		
— Actions de catégorie B ⁽⁴⁾	0,4023	0,3721	0,3383		
Dividendes totaux en espèces	4 864	4 452	3 917		

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 et pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019.

⁽²⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.

⁽³⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »).

⁽⁴⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »).

2019 comparativement à 2018

Les produits ont augmenté de 9,4 % en 2019, soit une hausse de 55,1 millions \$ par rapport à ceux de 2018. Les produits du secteur des services maritimes ont atteint 385,3 millions \$ en 2019, en hausse de 44,5 millions \$ par rapport à 340,8 millions \$ à l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 254,6 millions \$, en hausse de 10,5 millions \$, ou 4,3 %, par rapport à 244,1 millions \$ en 2018.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 8,1 millions \$, ou 45,0 %, en 2019. Cette variation découle en grande partie de l'augmentation présentée par notre secteur des services environnementaux, qui s'explique surtout par l'amélioration des résultats de FER-PAL par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Le total de l'actif s'élevait à 734,7 millions \$ à la fin de 2019, soit une hausse de 97,6 millions \$ par rapport à celui à la fin de 2018. La hausse est essentiellement attribuable aux actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés par suite de l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019. La situation de trésorerie s'est améliorée de 7,2 millions \$, la variation étant essentiellement attribuable aux flux de trésorerie positifs de 71,3 millions \$ générés par les activités d'exploitation qui ont plus que contrebalancé les sorties de trésorerie de 42,0 millions \$ liées aux activités d'investissement et les sorties de trésorerie de 23,6 millions \$ liées aux activités de financement.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 246,5 millions \$ en 2018 à 338,6 millions \$ en 2019. L'augmentation est essentiellement attribuable aux obligations locatives comptabilisées par suite de l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Les dividendes en espèces versés en 2019 ont augmenté de 9,3 % par rapport à ceux de 2018, passant de 4,5 millions \$ à 4,9 millions \$.

2018 comparativement à 2017

Les produits ont augmenté de 22,9 % en 2018, soit une hausse de 109,1 millions \$ par rapport à 2017. Cette variation est attribuable à notre secteur des services maritimes, qui a affiché une hausse de 135,5 millions \$, ou 66,0 %, contrebalancée par la baisse de 9,7 % de notre secteur des services environnementaux.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a diminué de 9,4 millions \$, ou 34,2 %, en 2018. Cette variation provient de notre secteur des services environnementaux, principalement en raison de la performance nettement moins élevée de FER-PAL.

Le total de l'actif s'élevait à 637,1 millions \$ à la fin de 2018, soit une hausse de 123,6 millions \$ par rapport à celui à la fin de 2017. La hausse de l'actif résulte des dépenses en immobilisations corporelles et de deux regroupements d'entreprises, GSM et Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »). Veuillez vous reporter à la section ci-après, regroupement d'entreprises, pour de plus amples renseignements sur le sujet. La situation de trésorerie s'est améliorée de 11,4 millions \$, essentiellement en raison de l'émission de dette à long terme, nette du remboursement, d'un montant de 72,3 millions \$ et des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 59,1 millions \$. Le tout a été contrebalancé en partie par les montants affectés à nos activités d'investissement de 109,9 millions \$, par le versement de dividendes de 4,5 millions \$ et par le paiement d'impôt sur le résultat de 10,0 millions \$.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 174,5 millions \$ en 2017 à 246,5 millions \$ en 2018, en raison de la hausse de 79,9 millions \$ de notre dette à long terme en 2018 visant à financer nos investissements en immobilisations corporelles, ainsi que de l'augmentation de 5,9 millions \$ des passifs d'impôt différé. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse de 15,5 millions \$ au titre des autres passifs non courants.

Les dividendes en espèces versés en 2018 ont augmenté de 13,7 % par rapport à ceux de 2017, passant de 3,9 millions \$ à 4,5 millions \$.

Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis une participation de 100 % dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de GSM, pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$), sous réserve de certains ajustements. GSM offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis une participation de 100 % dans Pate, pour un prix d'achat de 9,6 millions \$ US (12,4 millions \$), sous réserve de certains ajustements. Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, les immobilisations incorporelles ont été augmentées de 5,6 millions \$ et les immobilisations corporelles de 1,9 million \$ et l'actif courant a été diminué de 0,2 million \$ pour un ajustement correspondant de 7,4 millions \$ porté à la valeur du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

Veuillez vous reporter à la note 27 des notes 2019 pour plus de précisions.

Résultats

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers 2019 sont décrites à la note 2 des notes 2019.

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 639,9 millions \$ en 2019, en hausse de 55,1 millions \$, ou 9,4 %, par rapport à ceux en 2018. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 4,2 millions \$ sur les produits consolidés.

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 385,3 millions \$ en 2019, ce qui représente une hausse du chiffre d'affaires par rapport à celui de 2018, alors que les produits s'étaient élevés à 340,8 millions \$. Cette hausse est imputable à deux facteurs : les regroupements avec les entreprises GSM et Pate, qui ont généré un chiffre d'affaires additionnel de 40,8 millions \$ au cours de l'exercice considéré et, dans une moindre mesure, une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, qui ont connu un regain au cours de l'exercice considéré par rapport à 2018.

Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 254,6 millions \$, en hausse de 10,5 millions \$ par rapport à 244,1 millions \$ en 2018. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des produits tirés de la réhabilitation des conduites d'eau souterraines, des services de restauration de sites et des services de décontamination par rapport à l'exercice précédent, contrebalancée en partie par la diminution des produits tirés de la fabrication de boyaux tissés.

Charge au titre des avantages du personnel

En 2019, la charge au titre des avantages du personnel s'est chiffrée à 313,1 millions \$, soit une hausse de 13,4 millions \$, ou 4,5 %, comparativement aux 299,7 millions \$ comptabilisés au cours de l'exercice précédent. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits a été de 48,9 %, soit une légère baisse par rapport à 51,2 % à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable au secteur des services environnementaux, la charge au titre des avantages du personnel, en pourcentage des produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines, ayant été plus avantageuse que celle de l'exercice précédent par suite surtout des mesures d'amélioration du contrôle des coûts mises en place chez FER-PAL en 2019.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 169,6 millions \$, soit une hausse de 12,8 millions \$, ou 8,1 %, comparativement à celle de la période correspondante de 2018. Cette variation reflète l'augmentation dans l'ensemble des activités en 2019. Le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits a atteint 26,5 %, un niveau conforme au ratio de 26,8 % pour la période correspondante de 2018.

Charges d'exploitation

Pour l'exercice 2019, les charges d'exploitation se sont établies à 43,2 millions \$, ou 56,9 millions \$ compte non tenu de l'incidence de l'IFRS 16. Le ratio des charges d'exploitation sur les produits consolidés, compte non tenu de l'incidence de l'IFRS 16, s'est établi à 8,9 %, ce qui s'apparente au ratio de 7,9 % pour l'exercice précédent.

L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 »), à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Au cours de l'exercice 2019, les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 se sont élevés à 13,7 millions \$. Ils sont présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie à titre de remboursement des obligations locatives et d'intérêts payés plutôt qu'à titre de charges d'exploitation. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019 pour plus de précisions.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 31,9 millions \$, soit une variation de 2,1 millions \$, ou 7,0 %, comparativement à celles de la période correspondante de 2018. L'augmentation repose sur deux facteurs : les frais connexes à l'intégration des deux nouveaux regroupements d'entreprises effectués au cours de l'exercice précédent et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 42,1 millions \$ en 2019, soit une augmentation de 13,5 millions \$ comparativement à 28,6 millions \$ à l'exercice précédent. De cette augmentation, une tranche de 11,6 millions \$ est liée à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels selon l'IFRS 16.

La hausse de la dotation aux amortissements découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges d'exploitation et l'augmentation des charges financières. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019 pour plus de précisions.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont fluctué de 4,8 millions \$, passant d'un profit de 3,6 millions \$ en 2018 à une perte de 1,2 million \$ en 2019. Cette variation découle essentiellement des pertes de change latentes inscrites en 2019 sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de l'appréciation du dollar canadien.

Perte de valeur

À la fin de 2018, la Société a revu la valeur comptable de ses immobilisations incorporelles et a déterminé que celles rattachées aux unités génératrices de trésorerie liées à nos activités de logistique portuaire en Virginie ont subi une perte de valeur de 6,8 millions \$. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en 2019.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 12,9 millions \$ en 2019, soit une hausse de 4,9 millions \$ par rapport à 8,0 millions \$ à l'exercice précédent. De cette hausse, une tranche de 4,0 millions \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16. Le reste de la variation est attribuable à la base d'emprunt plus importante par suite du financement des regroupements d'entreprises de GSM et Pate au cours de la première moitié de 2018.

La hausse des charges financières découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges d'exploitation et l'augmentation de la dotation aux amortissements. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019 pour plus de précisions.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 8,7 millions \$ en 2019. Lorsqu'on ajuste le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2019 correspond à 32,9 %, comparativement à 25,1 % en 2018. La variation se situe à l'intérieur des paramètres normaux et reflète essentiellement les éléments non déductibles à des fins fiscales de 1,3 million \$ et l'ajustement entre la charge d'impôt estimative et le montant de la déclaration. Veuillez vous reporter à la note 8 des notes 2019 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

Résultat sectoriel avant impôt

À l'exercice 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 25,3 millions \$, en hausse de 3,6 millions \$ par rapport à 21,7 millions \$ pour l'exercice 2018. Sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été positif au cours de l'exercice 2019. La rentabilité, mesurée comme le ratio global du résultat avant impôt sur les produits, était de 6,6 %, ce qui est conforme au ratio de 6,4 % pour l'exercice précédent. Ces données reflètent l'augmentation des charges financières par suite du financement des regroupements d'entreprises de GSM et Pate, les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16 et les pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, contrebalancées en partie par l'absence de perte de valeur en 2019.

À l'exercice 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a totalisé 9,8 millions \$, ce qui constitue une nette amélioration par rapport à la perte de 0,4 million \$ subie à l'exercice précédent. Cette amélioration découle de l'augmentation des produits générés par ce secteur, jumelée à une charge au titre des avantages du personnel en pourcentage des produits plus avantageuse par suite surtout des mesures d'amélioration du contrôle des coûts mises en place chez FER-PAL en 2019.

Résultat de l'exercice et résultat par action

Pour l'exercice 2019, la Société a affiché un résultat de 26,4 millions \$, dont une tranche de 0,2 million \$ était attribuable à une participation ne donnant pas le contrôle, ce qui a donné lieu à un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 26,2 millions \$. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 2,00 \$, dont 1,92 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 2,11 \$ par action étaient attribuables aux actions de catégorie B.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux.

Dividendes

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Le 7 août 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 3,0 %.

Le tableau suivant présente le barème de versements de dividendes en vigueur depuis janvier 2019 quant aux dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date du paiement	Par action de catégorie A \$	Par action de catégorie B \$	Total \$
6 décembre 2018	4 janvier 2019	18 janvier 2019	0,09075	0,099825	1,2
15 mars 2019	4 avril 2019	18 avril 2019	0,09075	0,099825	1,2
9 mai 2019	21 juin 2019	5 juillet 2019	0,09075	0,099825	1,2
7 août 2019	27 septembre 2019	11 octobre 2019	0,09350	0,102850	1,2
4 décembre 2019	3 janvier 2020	17 janvier 2020	0,09350	0,102850	1,2
17 mars 2020	3 avril 2020	17 avril 2020	0,09350	0,102850	1,2

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir tirer parti d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Le capital est calculé comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Emprunts bancaires à court terme	—	13 577
Dette à long terme, incluant la tranche courante	177 900	163 297
Total de la dette	177 900	176 874
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 608	15 393
Total de la dette nette	155 292	161 481
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	280 371	262 198
Capitalisation	435 663	423 679
Ratio dette nette/capitalisation	35,6 %	38,1 %

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, la Société utilise les modèles de flux de trésorerie actualisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte ses objectifs. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive et, par conséquent, améliorer la valeur pour les actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs générés par les activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

Sources de financement

Au 31 décembre 2019, le total de l'actif s'établissait à 734,7 millions \$, soit une hausse de 97,6 millions \$ par rapport au solde de clôture de 637,1 millions \$ au 31 décembre 2018. Comme il a été mentionné précédemment, cette hausse est essentiellement attribuable à l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019.

La trésorerie et équivalents de trésorerie totalisait 22,6 millions \$ à la fin de 2019, en hausse de 7,2 millions \$ par rapport à 15,4 millions \$ au 31 décembre 2018. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette hausse :

(en milliers de dollars)

Sources :

Trésorerie générée par les activités d'exploitation	82 349
Émission de dette à long terme, nette du remboursement	18 619
	100 968

Utilisations :

Acquisition d'immobilisations corporelles, nette du produit de la sortie	(33 142)
Variation nette des emprunts bancaires à court terme	(13 577)
Intérêts payés	(12 269)
Impôt sur le résultat payé	(11 947)
Remboursement d'obligations locatives	(9 726)
Trésorerie versée à des participations ne donnant pas le contrôle	(7 972)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(2 049)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A et de catégorie B	(4 864)
	(95 546)

Fonds de roulement

Au 31 décembre 2019, l'actif courant s'élevait à 213,2 millions \$, tandis que le passif courant atteignait 115,2 millions \$ pour un fonds de roulement de 98,0 millions \$ et un ratio de 1,85:1 (fonds de roulement de 82,1 millions \$ et ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2018). Cette hausse est attribuable au remboursement des emprunts bancaires à court terme et aux dettes fournisseurs et autres créiteurs, contrebalancés en partie par la tranche courante des obligations locatives comptabilisées en 2019 par suite de l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Dettes à long terme

La dette nette totale s'est élevée à 155,3 millions \$ au 31 décembre 2019, en baisse de 6,2 millions \$ en regard de 161,5 millions \$ au 31 décembre 2018. La baisse découle principalement des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation, lesquels ont été plus que suffisants pour compenser les montants habituels affectés aux activités d'investissement et de financement, dont le remboursement du solde de 13,6 millions \$ au titre des emprunts bancaires à court terme au 31 décembre 2018.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société, ses filiales et ses coentreprises doivent respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2019, LOGISTEC Corporation respectait ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à LOGISTEC. Cependant, LOGISTEC génère suffisamment de fonds de trésorerie de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

Paielements exigibles par période

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles <i>au 31 décembre 2019</i> <i>(en milliers de dollars)</i>					
	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	De 4 ans à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dettes à long terme ⁽¹⁾	190 744	11 842	10 758	138 691	29 453
Obligations locatives					
— Équipement	6 550	2 518	2 861	967	204
— Occupation	117 209	11 075	20 292	17 285	68 557
Passifs à long terme dus à des participations ne donnant pas le contrôle	41 553	738	16 633	24 182	—
Passifs non courants ⁽²⁾	11 012	935	2 896	6 168	1 013
Total des obligations contractuelles	367 068	27 108	53 440	187 293	99 227

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

⁽²⁾ Compte non tenu des passifs à long terme dus aux actionnaires.

Veuillez vous reporter aux notes 10, 16, 21, 22, 23 et 30 des notes 2019 pour obtenir plus de détails sur la gestion du risque financier, les contrats de location, la dette à long terme, les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les passifs non courants, ainsi que les passifs éventuels et garanties.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 280,4 millions \$ au 31 décembre 2019. L'ajout du total de la dette nette se traduit en une capitalisation de 435,7 millions \$ pour un ratio dette nette/capitalisation de 35,6 %. Cela indique que la Société dispose d'un levier financier en cas de besoin. Le ratio dette nette/capitalisation est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement dans la section situation de trésorerie et sources de financement qui précède.

Au 17 mars 2020, 7 382 422 actions de catégorie A et 5 388 701 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous reporter à la note 24 des notes 2019 pour des précisions sur le capital social de la Société.

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités [« RACNA »]

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 28 octobre 2019 et qui se terminera le 27 octobre 2020, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 369 296 actions de catégorie A et 270 195 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 15 octobre 2019.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2019, en vertu des RACNA décrits précédemment, LOGISTEC a procédé au rachat de 9 100 actions de catégorie A et de 39 800 actions de catégorie B à un prix moyen par action de respectivement 42,47 \$ et 41,05 \$. Veuillez vous reporter à la note 24 des notes 2019 pour plus de précisions.

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 42,3 millions \$ à la fin de 2019 est composé principalement du solde de clôture de 38,0 millions \$ en 2018, plus la quote-part du résultat de 2019 de 8,7 millions \$, moins les dividendes reçus de 4,1 millions \$ et la quote-part des pertes d'une coentreprise de 0,2 million \$.

Au 31 décembre 2019, les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % étaient : Terminal TERMONT inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous reporter à la note 14 des notes 2019 pour prendre connaissance des données financières à son égard.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Elle offre deux régimes de retraite à prestations définies.

Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques relativement à ces régimes.

La note 22 des notes 2019 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2019. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 39,4 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 21,4 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 18,0 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») à ses hauts dirigeants. Veuillez vous reporter à la description du Régime de retraite des cadres supérieurs dans notre circulaire d'information. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 16,8 millions \$ est incluse dans les données ci-dessus. Compte non tenu de l'obligation des RRS, la situation de capitalisation déficitaire totalise 1,2 million \$.

L'hypothèse de la direction sur le taux d'actualisation était de 4,0 % en 2018 et de 3,3 % en 2019. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles.

La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des cadres supérieurs de LOGISTEC Corporation a été réalisée en date du 31 décembre 2016 et celle du Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation a été réalisée en date du 31 décembre 2018. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 2,1 millions \$ selon la méthode fondée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 1,4 million \$ selon la méthode de la solvabilité.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2018 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Actifs sur contrat	10,6	14,3	(3,7)	(25,8)	Les actifs sur contrat représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. La diminution est essentiellement attribuable à une hausse du nombre de contrats achevés et facturés avant la fin de l'exercice 2019 comparativement à l'exercice 2018.
Actifs d'impôt exigible	6,0	3,0	3,0	100	L'augmentation est attribuable aux acomptes provisionnels versés pour 2019 d'un montant supérieur à l'impôt exigible.
Immobilisations corporelles	184,3	181,3	3,0	1,7	L'augmentation découle essentiellement des dépenses en immobilisations corporelles de 34,5 millions \$, lesquelles ont été supérieures à la dotation aux amortissements de 26,3 millions \$.
Actifs au titre de droits d'utilisation	89,6	—	89,6	n.s.	La hausse est liée à l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019.
Immobilisations incorporelles	40,7	47,0	(6,3)	(13,3)	La diminution s'explique surtout par la dotation aux amortissements de 4,3 millions \$.
Emprunts bancaires à court terme	—	13,6	(13,6)	n.s.	La diminution découle essentiellement du remboursement des emprunts bancaires à court terme en 2019.
Dettes fournisseurs et autres crédetes	86,2	98,7	(12,5)	(12,6)	La diminution est conforme à la diminution des actifs sur contrat au 31 décembre 2019 et s'explique surtout par le nombre plus élevé de contrats achevés avant la fin de l'exercice 2019.
Tranche courante des obligations locatives	9,8	—	9,8	n.s.	La hausse est liée à l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des notes 2019.
Obligations locatives non courantes	81,5	—	81,5	n.s.	
Tranche courante de la dette à long terme	9,4	3,3	6,1	n.s.	La variation est liée à l'émission de dette à long terme de 84,6 millions \$, en partie contrebalancée par le remboursement de dette à long terme de 66,0 millions \$.
Dette à long terme	168,5	160,0	8,5	5,3	
Capital social	40,2	35,0	5,2	14,9	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de SANEXEN en 2016.
Capital social devant être émis	9,8	14,7	(4,9)	(33,3)	

n.s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2019, les 20 clients les plus importants ont représenté 39,7 % (35,9 % en 2018) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2019 et en 2018.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit, conformément à leurs échéances respectives :

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
0 à 30 jours	56 528	39 393
31 à 60 jours	32 379	39 183
61 à 90 jours	16 635	26 305
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	33 042	37 076
	138 584	141 957

⁽¹⁾ Incluent des retenues sur contrat totalisant 11 200 \$ (12 428 \$ en 2018).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

(en milliers de dollars)	2019 \$	2018 \$
Solde au début de l'exercice	2 364	4 053
Charges pour mauvaises créances	1 410	1 126
Radiations	(721)	(2 815)
Solde à la fin de l'exercice	3 053	2 364

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2019 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres					
créditeurs	86 217	86 217	86 217	—	—
Dividendes à payer	1 245	1 245	1 245	—	—
Obligations locatives	91 315	123 759	13 593	23 153	87 013
Dette à long terme	177 900	190 744	11 842	10 758	168 144
Passifs non courants	46 088	52 565	1 673	19 529	31 363
	402 765	454 530	114 570	53 440	286 520

Au 31 décembre 2018 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	13 577	13 577	13 577	—	—
Dettes fournisseurs et autres					
créditeurs	98 668	98 668	98 668	—	—
Dividendes à payer	1 973	1 973	1 973	—	—
Dette à long terme	163 297	180 691	11 331	113 851	55 509
Passifs non courants	46 980	53 969	1 046	19 989	32 934
	324 495	348 878	126 595	133 840	88 443

⁽¹⁾ Incluent le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. Elle gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. La Société avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec sa banque principale dont le montant notionnel initial de 25,0 millions \$ a été réglé le 31 octobre 2019 par suite de la renégociation de l'entente de crédit. Le contrat de swap de taux d'intérêt était désigné à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux variable des dettes de la Société pour un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2018, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 18,8 millions \$. Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt était le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe était de 1,80 %. La Société continue d'être à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2019, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 70,5 % (64,7 % en 2018). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2019 aurait eu une incidence négative de 1,3 million \$ (0,9 million \$ en 2018) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations de taux de change. Elle estime que le risque est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

En 2019, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2,6 millions \$ (2,2 millions \$ en 2018) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 12,0 millions \$ (12,2 millions \$ en 2018) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2019, un total de 95,2 millions \$ ou 73,3 millions \$ US (78,1 millions \$ ou 57,1 millions \$ US en 2018) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2019, un total de 61,7 millions \$ ou 47,5 millions \$ US (46,3 millions \$ ou 33,9 millions \$ US en 2018) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2019 et 2018, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2019 et 2018, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 0,9 million \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2019 (supérieure de 0,3 million \$ en 2018) en raison d'une modification aux conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt du marché pour des émissions identiques ou similaires.

Veuillez vous reporter à la note 10 des notes 2019 pour de plus amples renseignements sur la hiérarchie des justes valeurs de la Société.

Risques d'affaires

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

Le risque du marché – La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance.

Les risques associés aux terminaux portuaires – L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers, en grande partie, fixes pour la Société. Par conséquent, nous ressentons rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

Les politiques gouvernementales – Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité.

Les variations de devises – Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'il est analysé à la rubrique précédente, gestion du risque financier, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

Les risques associés au personnel et à la main-d'œuvre – Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de conflit de travail lors de la négociation de conventions collectives.

Autres facteurs externes – Notre secteur des services maritimes peuvent subir l'influence de divers facteurs rattachés au commerce mondial et au mouvement des marchandises, dont les conditions climatiques extrêmes, les changements climatiques, l'instabilité politique et les poussées pandémiques. Ces facteurs peuvent avoir des répercussions sur l'offre et la demande, la disponibilité de la main-d'œuvre et les volumes, ainsi que transformer les comportements actuels des clients ou en créer de nouveaux pouvant avoir une incidence sur notre performance.

Transactions entre parties liées

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 28 des notes 2019, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles chargés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la quote-part de Nanuk de l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société.

Données trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
2019 ⁽¹⁾					
Produits	114 748	156 175	195 293	173 726	639 942
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(8 890)	5 927	17 393	11 764	26 194
Résultat de base par action de catégorie A	(0,67)	0,44	1,31	0,89	1,97
Résultat de base par action de catégorie B	(0,74)	0,49	1,44	0,97	2,16
Résultat de base total par action	(0,70)	0,46	1,37	0,92	2,05
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,67)	0,43	1,27	0,86	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,74)	0,48	1,40	0,95	2,11
Résultat dilué total par action	(0,70)	0,45	1,33	0,90	2,00
2018					
Produits	82 442	149 182	184 537	168 717	584 878
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(9 477)	1 868	22 256	3 413	18 060
Résultat de base par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,68	0,26	1,37
Résultat de base par action de catégorie B	(0,80)	0,16	1,85	0,28	1,51
Résultat de base total par action	(0,75)	0,15	1,75	0,27	1,43
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,62	0,25	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,80)	0,15	1,78	0,27	1,45
Résultat dilué total par action	(0,75)	0,14	1,69	0,26	1,38

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts supposent l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Résultats du quatrième trimestre de 2019 et données comparatives

<i>(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)</i>	T4 2019 \$	T4 2018 \$
Produits	173 726	168 717
Charge au titre des avantages du personnel	(80 738)	(88 313)
Matériel et fournitures	(45 266)	(46 026)
Charges d'exploitation	(12 295)	(12 405)
Autres charges	(8 200)	(8 023)
Dotations aux amortissements	(10 063)	(8 627)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	3 075	2 505
Autres profits et pertes	357	2 841
Perte de valeur	—	(6 821)
Résultat d'exploitation	20 596	3 848
Charges financières	(4 480)	(2 128)
Produits financiers	145	60
Résultat avant impôt	16 261	1 780
Impôt sur le résultat	(4 477)	1 658
Résultat de la période	11 784	3 438
Résultat attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	11 764	3 413
Participation ne donnant pas le contrôle	20	25
Résultat de la période	11 784	3 438
Résultat de base par action de catégorie A	0,89	0,26
Résultat de base par action de catégorie B	0,97	0,28
Résultat dilué par action de catégorie A	0,86	0,25
Résultat dilué par action de catégorie B	0,95	0,27

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 173,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2019, en hausse de 5,0 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2018. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de 1,3 million \$ sur les produits consolidés au cours du trimestre considéré.

Les produits du secteur des services environnementaux ont augmenté de 2,2 %, tandis que ceux du secteur des services maritimes se sont accrus de 3,6 % d'un trimestre à l'autre. Cette hausse est attribuable à une augmentation globale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité s'est intensifié au cours du trimestre considéré par rapport à celui du trimestre correspondant de 2018.

Charge au titre des avantages du personnel

Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits au cours du quatrième trimestre de 2019 a diminué pour s'établir à 46,5 %, comparativement à 52,3 % pour la période correspondante de 2018. La baisse du ratio est attribuable au secteur des services environnementaux, la charge au titre des avantages du personnel, en pourcentage des produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines, ayant été plus avantageuse que celle de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout des mesures d'amélioration du contrôle des coûts mises en place chez FER-PAL en 2019.

Autres profits et pertes

Au quatrième trimestre de 2019, les autres profits et pertes se sont établis à 0,4 million \$, soit une baisse de 2,5 millions \$ par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2018. La variation découle essentiellement des gains de change latents moins élevés en 2019 sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de l'appréciation du dollar canadien.

Perte de valeur

À la fin de 2018, la Société a revu la valeur comptable de ses immobilisations incorporelles et a déterminé que celles rattachées aux unités génératrices de trésorerie liées à nos activités de logistique portuaire en Virginie ont subi une perte de valeur de 6,8 millions \$. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en 2019.

Charges financières

Les charges financières du quatrième trimestre de 2019 se sont élevées à 4,5 millions \$, soit une hausse de 2,4 millions \$ par rapport à 2,1 millions \$ au trimestre correspondant de 2018. De cette hausse, une tranche de 1,1 million \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16.

La hausse des charges financières découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges d'exploitation et l'augmentation de la dotation aux amortissements. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019 pour plus de précisions.

Résultat du trimestre et résultat par action

Pour le quatrième trimestre de 2019, la Société a affiché un résultat de 11,8 millions \$ essentiellement attribuable aux propriétaires de la Société. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 0,90 \$, dont 0,86 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 0,95 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B. Les excellents résultats du quatrième trimestre sont essentiellement attribuables à SANEXEN, en raison de la très grande vigueur de ses activités de restauration de sites et gestion de sols contaminés et matières résiduelles, qui ont pourtant connu un début d'exercice très hésitant. Les services maritimes ont également fait bonne figure.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats du quatrième trimestre ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux et sont demeurés à des niveaux semblables à ceux de 2018.

Principaux jugements, estimations et hypothèses

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 3 des notes 2019. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2019, en particulier à l'égard des créances clients (notes 10 et 12), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 14), des contrats de location (note 16), du goodwill (note 17), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 18), de la dépréciation d'actifs à long terme y compris le goodwill (note 17), de l'impôt différé (note 8), des avantages postérieurs à l'emploi (note 22) et des passifs non courants (note 23). Les principales méthodes comptables de la Société sont utilisées de façon identique dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 29).

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Norme et interprétation comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la norme et l'interprétation suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

Les états financiers ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et continuent d'être présentées selon l'IAS 17. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, ainsi que les mesures de simplification permettant d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires, et de s'appuyer sur une évaluation des provisions pour contrats de location déficitaires au lieu d'effectuer une analyse de dépréciation.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 76,5 millions \$, ce qui correspond aux droits d'utilisation des actifs sous-jacents compris dans les contrats de location;

- Comptabilisation d'obligations locatives (incluant la tranche courante) de 76,5 millions \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge s'est élevée à 11,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés des résultats;
- La charge d'intérêt de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie à 4,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés des résultats.

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019 pour plus de précisions.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (« IFRIC 23 »)

Les états financiers ont été préparés conformément à l'IFRIC 23. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers.

Questions environnementales

Changements climatiques

Il n'est pas possible d'évaluer les conséquences des changements climatiques sur nos activités à ce moment-ci. Nous croyons que cela pourrait créer des inquiétudes, mais également des opportunités. Bien qu'il puisse y avoir des répercussions sur le niveau des eaux à certains ports, la saison pourrait être plus longue pour le transport vers l'Arctique. Elles sont suivies de façon régulière afin de s'assurer que nous serons bien positionnés pour parer à tout changement qui pourrait survenir dans les flux commerciaux.

Autres préoccupations environnementales

Nous manutentionnons diverses marchandises en vrac sur des sites où des activités industrielles ont eu lieu depuis de nombreuses années. Il est plus que probable que certains de ces sites aient déjà été contaminés par ces activités avant notre arrivée. Nous procédons généralement à une évaluation de base de la contamination des sites avant de signer un nouveau bail. Cette pratique limite notre responsabilité uniquement à nos propres activités. LOGISTEC prend les questions environnementales très au sérieux et est déterminée à limiter et à réduire son empreinte environnementale.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

LOGISTEC a une politique santé, sécurité et environnement qui reconnaît l'importance des aspects environnementaux de nos activités. Elle nous engage à tenir compte des répercussions possibles de l'ensemble de nos décisions et de nos activités courantes et futures sur l'environnement.

La politique stipule que la Société souscrira à certains principes, notamment :

- la conformité aux lois et règlements environnementaux actuels dans l'ensemble de ses activités;
- la réduction de ses impacts possibles sur l'environnement par l'adoption de mesures de protection et de prévention;
- la promotion de l'installation et de l'utilisation de technologies à la fois moins énergivores et plus écologiques;
- l'adoption et la mise en œuvre d'un programme de gestion de l'environnement visant l'amélioration continue, mesurée par le suivi de l'impact environnemental de ses activités;
- la mise en place et le maintien de plans de préparation aux urgences conçus pour permettre une intervention immédiate dans l'éventualité d'incidents et de situations pouvant avoir un impact sur l'environnement;

- la mise en place d'un programme de formation en environnement pour informer ses gens sur les lois et les règlements sur la protection de l'environnement, leur présenter sa politique en matière d'environnement et les sensibiliser à l'importance de contribuer à l'atteinte des objectifs de protection de l'environnement adoptés par LOGISTEC;
- la présentation, sur une base régulière, de la performance environnementale de ses activités au conseil d'administration;
- nous nous engageons également à procéder à un examen périodique de notre politique et à réviser celle-ci à la lumière de toute nouvelle information relative à nos activités et aux régions où nous les exerçons.

ALLIANCE VERTE

Pour démontrer son engagement envers l'environnement, LOGISTEC est membre de l'Alliance verte à titre de participant certifié depuis 2009. L'Alliance verte est une initiative conjointe Canada-États-Unis lancée dans le but d'implanter un programme environnemental pour l'industrie maritime d'un bout à l'autre du continent nord-américain. Fondée en 2008 par plusieurs dirigeants d'importantes entreprises de services maritimes de l'est du Canada, y compris notre chef de la direction, l'Alliance verte s'est rapidement distinguée par sa crédibilité, sa transparence et sa capacité à améliorer la performance environnementale de ses participants au-delà des exigences réglementaires. L'Alliance verte gère aujourd'hui un programme environnemental ambitieux permettant à toute entreprise maritime œuvrant au Canada comme aux États-Unis de renforcer volontairement sa performance environnementale de manière concrète et mesurable.

Ce programme, conçu initialement pour l'industrie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs, a suscité un tel intérêt auprès de l'industrie qu'il a évolué pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord. Les entreprises participantes dans le programme volontaire évaluent chaque année leur performance selon une échelle allant du respect de la réglementation à l'excellence de leurs pratiques, à l'égard de douze enjeux environnementaux. Le programme est révisé et ajusté chaque année pour tenir compte des nouvelles réglementations et refléter les innovations technologiques.

OCCASIONS

Être au service de l'industrie maritime peut constituer une occasion sous l'angle environnemental, puisque le transport maritime de marchandises est l'un des moyens de transport les plus économiques et les plus écologiques. La grande quantité de marchandises pouvant être transportées par un navire signifie généralement une plus faible consommation d'énergie par tonne de marchandises manutentionnées comparativement au transport terrestre. Les pressions environnementales des autorités afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient favoriser le transport maritime (via la voie maritime du Saint-Laurent, par exemple), ce qui pourrait favoriser nos activités, puisque ces navires devront être chargés et déchargés.

Notre filiale SANEXEN est active dans le domaine de la décontamination environnementale et de la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, et il va sans dire que plus les entreprises et les municipalités développent une conscience environnementale, plus SANEXEN est susceptible de profiter d'occasions d'affaires.

Régie d'entreprise

En matière de régie d'entreprise, LOGISTEC a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*. Au nombre des 12 administrateurs de LOGISTEC, neuf sont indépendants, quatre sont des femmes, et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une analyse appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont passé en revue ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCI a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et que la conception de ces CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2019.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du quatrième trimestre de 2019 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Nous considérons que la reprise a été solide en 2019. Le total des produits consolidés s'est établi à 639,9 millions \$, en hausse de 9,4 % en regard de l'exercice 2018, tandis que le résultat avant impôt en 2019 s'est hissé à 35,1 millions \$, soit une augmentation de 64,9 % par rapport au résultat de 21,3 millions \$ dégagé à l'exercice 2018. À titre comparatif, le résultat avant impôt s'était élevé à 33,6 millions \$ à l'exercice 2017. Le BAIIA ⁽¹⁾ ajusté consolidé de la Société a été encore plus exceptionnel, atteignant 89,6 millions \$ ⁽²⁾ à la fin de l'exercice 2019, contre 64,2 millions \$ en 2018 et 74,7 millions \$ en 2017.

L'amélioration de nos résultats est attribuable à nos deux secteurs d'activité, tout particulièrement celui des services environnementaux, la meilleure performance financière de FER-PAL ayant eu une incidence favorable sur le résultat. Le secteur des services maritimes, quant à lui, a pu tirer parti des activités des entreprises regroupées en 2018, qui ont été en activité pendant un exercice complet.

Le début de l'année 2019 a été marqué par une certaine incertitude : la hausse des droits de douane américains et l'intensification des tensions commerciales avec la Chine et le Canada, jumelées à l'incertitude liée au Brexit, sont autant de facteurs qui pourraient peser sur le mouvement des marchandises et sur l'économie dans son ensemble. Fort heureusement, ces enjeux n'ont pas provoqué une récession en 2019.

Le secteur des services maritimes est souvent le premier à déceler les tendances économiques. Les marchandises transportées étant destinées à la transformation ou à la vente, si les propriétaires de ces marchandises devaient anticiper les tendances, ils ajusteraient alors leurs achats, ce qui se répercuterait sur la demande dans le secteur des services maritimes. Par conséquent, malgré un accroissement soutenu du volume des conteneurs à l'échelle mondiale, le rythme de cette croissance a diminué considérablement au port de Montréal, se fixant à 3,9 % en 2019, contre 9,2 % en 2018 et 6,2 % en 2017. Autre indicateur du mouvement des marchandises, le Baltic Exchange Dry Index, qui suit l'évolution des taux de fret des plus grands navires de charge à l'échelle mondiale, a chuté au début de février 2020 pour atteindre son niveau le plus bas depuis mars 2016. Ce fait, qui semble notamment attribuable à l'éclosion du coronavirus en Chine, a freiné les activités générées par ce pays. À l'heure actuelle, le virus, qui se propage dans d'autres pays, pourrait également freiner le commerce mondial. Ces statistiques pourraient constituer les premiers signes d'un ralentissement de l'économie mondiale. De plus, les barricades ferroviaires au Canada et la hausse continue des droits de douane imposés par les États-Unis pourraient se répercuter sur l'économie du pays.

Nous entrevoyons néanmoins avec optimisme prudent nos activités en 2020. Le secteur des services maritimes devrait garder le cap et rester stable et celui des services environnementaux devrait également faire bonne figure. Comme il a été mentionné précédemment, la performance financière de FER-PAL s'est nettement améliorée et nous nous attendons encore à un meilleur rendement par suite des mesures correctives apportées à l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section mesure non conforme à la page 27.

⁽²⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 qui a eu un impact favorable de 13,7 millions \$ sur le BAIIA ajusté et pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 16 des notes 2019.

Nous sommes particulièrement fiers des résultats exceptionnels obtenus par la technologie Aqua-Pipe dans le cadre des essais sur la résistance sismique. SANEXEN, en partenariat avec un groupe des principales commissions de services publics et municipaux d'Amérique du Nord et l'équipe de recherche de renommée mondiale du Département du génie civil et environnemental de l'Université Cornell, a soumis la technologie Aqua-Pipe à une série d'essais de force sismique extrême au centre d'essais géotechnique à grande échelle sur les réseaux vitaux (*Geotechnical Lifelines Large-Scale Testing Facility*) de l'Université à Ithaca (NY). La résilience de la technologie Aqua-Pipe a surpassé les résultats quant à la capacité maximale pouvant y être testée. Il va sans dire que bon nombre des clients cibles aux États-Unis ont été très impressionnés par les résultats, ce qui augure bien pour nos activités futures.

Grâce à son bilan consolidé très robuste, LOGISTEC est bien positionnée pour tirer parti des possibilités de croissance qui s'offriront à elle. C'est sur cette base que nous avons renégocié nos facilités bancaires en 2019. Nous disposons désormais d'une facilité de crédit de 300,0 millions \$ sur quatre ans qui nous confère les ressources nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance. Nous demeurons en quête de nouvelles acquisitions et sommes à l'affût, dans nos deux secteurs d'activité, de possibilités susceptibles de créer de la valeur pour nos actionnaires.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com), dans la section investisseurs.

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique risques d'affaires du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 17 mars 2020

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de Logistec Corporation

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Logistec Corporation (l'« entité »), qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2019 et 2018;
 - les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos à ces dates;
 - les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
 - les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
 - les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
 - ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;
- (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers* » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Changement de méthode comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers consolidés, qui indique que l'entité a changé de méthode comptable pour les contrats de location et qu'elle a appliqué ce changement avec une approche rétrospective modifiée.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans le « Rapport annuel 2019 », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes et des informations contenues dans le Rapport annuel 2019, autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états, à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Yvon Dupuis.

Montréal, Canada

Le 17 mars 2020

* CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A114306

États consolidés des résultats

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2019 \$	2018 \$
Produits	4	639 942	584 878
Charge au titre des avantages du personnel	5	(313 091)	(299 682)
Matériel et fournitures		(169 640)	(156 859)
Charges d'exploitation		(43 173)	(46 028)
Autres charges		(31 936)	(29 839)
Dotation aux amortissements	15, 16, 18	(42 122)	(28 580)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	14	8 729	8 111
Autres profits et pertes	6	(1 220)	3 596
Perte de valeur	18	—	(6 821)
Résultat d'exploitation		47 489	28 776
Charges financières	7	(12 854)	(8 046)
Produits financiers		501	572
Résultat avant impôt		35 136	21 302
Impôt sur le résultat	8	(8 699)	(3 308)
Résultat de l'exercice		26 437	17 994
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		26 194	18 060
Participation ne donnant pas le contrôle		243	(66)
Résultat de l'exercice		26 437	17 994
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	9, 24	1,97	1,37
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	9, 24	2,16	1,51
Résultat dilué par action de catégorie A	9, 24	1,92	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	9, 24	2,11	1,45

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2019 \$	2018 \$
Résultat de l'exercice		26 437	17 994
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		(5 916)	9 871
Profits (pertes) latent(e)s découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		3 653	(4 377)
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(174)	(5)
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		47	2
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		(2 390)	5 491
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
(Pertes) profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	22	(4 384)	1 850
Variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	22	1 680	(1 637)
Impôt sur les pertes (gains) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	8	719	(41)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(1 985)	172
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat			
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(26)	118
Total de la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		(26)	118
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		(4 401)	5 781
Total du résultat global de l'exercice		22 036	23 775
Total du résultat global attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		21 819	23 805
Participation ne donnant pas le contrôle		217	(30)
Total du résultat global de l'exercice		22 036	23 775

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		22 608	15 393
Créances clients et autres débiteurs	12	156 228	160 067
Actifs sur contrat		10 593	14 282
Actifs d'impôt exigible	8	6 028	2 964
Stocks	13	12 569	10 711
Charges payées d'avance et autres		5 129	4 899
		213 155	208 316
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	14	42 349	38 005
Immobilisations corporelles	15	184 304	181 284
Actifs au titre de droits d'utilisation	16	89 581	—
Goodwill	17	140 617	142 672
Immobilisations incorporelles	18	40 735	47 006
Actifs non courants		2 417	2 173
Actifs financiers non courants	19	8 829	6 328
Actifs d'impôt différé	8	12 751	11 319
Total de l'actif		734 738	637 103
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme	21	—	13 577
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	20	86 217	98 668
Passifs sur contrat		5 356	5 225
Passifs d'impôt exigible	8	3 131	3 480
Dividendes à payer	24	1 245	1 973
Tranche courante des obligations locatives	16	9 820	—
Tranche courante de la dette à long terme	21	9 390	3 294
		115 159	126 217
Obligations locatives	16	81 495	—
Dette à long terme	21	168 510	160 003
Passifs d'impôt différé	8	21 156	21 465
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	18 383	14 716
Passifs sur contrat		2 933	3 333
Passifs non courants	23	46 088	46 980
Total du passif		453 724	372 714
Capitaux propres			
Capital social	24	40 222	35 016
Capital social devant être émis	24	9 811	14 717
Résultats non distribués		220 641	200 404
Cumul des autres éléments du résultat global	25	9 697	12 061
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		280 371	262 198
Participation ne donnant pas le contrôle		643	2 191
Total des capitaux propres		281 014	264 389
Total du passif et des capitaux propres		734 738	637 103

Engagements, passifs éventuels et garanties

16, 30

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil

(signé) James C. Cherry
James C. Cherry, FCPA, FCA
Administrateur

(signé) Madeleine Paquin
Madeleine Paquin, C.M.
Administratrice

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)		Attribuable aux propriétaires de la Société						
	Notes	Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global (note 25) \$	Résultats non distribués \$	Total \$	Participations ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2019		35 016	14 717	12 061	200 404	262 198	2 191	264 389
Résultat de l'exercice		—	—	—	26 194	26 194	243	26 437
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	(5 890)	—	(5 890)	(26)	(5 916)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	3 653	—	3 653	—	3 653
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat	22	—	—	—	(1 985)	(1 985)	—	(1 985)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(127)	—	(127)	—	(127)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	(26)	(26)	—	(26)
Total du résultat global de l'exercice		—	—	(2 364)	24 183	21 819	217	22 036
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise	23	—	—	—	2 766	2 766	—	2 766
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	23, 28	—	—	—	(35)	(35)	(1 765)	(1 800)
Rachat d'actions de catégorie A	24	(6)	—	—	(381)	(387)	—	(387)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	24	306	—	—	(1 384)	(1 078)	—	(1 078)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	24	4 906	(4 906)	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	24	—	—	—	(2 722)	(2 722)	—	(2 722)
Dividendes sur actions de catégorie B	24	—	—	—	(2 190)	(2 190)	—	(2 190)
Solde au 31 décembre 2019		40 222	9 811	9 697	220 641	280 371	643	281 014

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société						Total des capitaux propres
		Capital social	Capital social devant être émis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 25)	Résultats non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2018		29 019	19 820	6 606	173 129	228 574	2 221	230 795
Résultat de l'exercice		—	—	—	18 060	18 060	(66)	17 994
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	9 835	—	9 835	36	9 871
Perte latente découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	(4 377)	—	(4 377)	—	(4 377)
Gains sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	22	—	—	—	172	172	—	172
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(3)	—	(3)	—	(3)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	118	118	—	118
Total du résultat global de l'exercice		—	—	5 455	18 350	23 805	(30)	23 775
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise	23	—	—	—	15 644	15 644	—	15 644
Rachat d'actions de catégorie A	24	(10)	—	—	(174)	(184)	—	(184)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	24	904	—	—	(1 195)	(291)	—	(291)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	24	5 103	(5 103)	—	—	—	—	—
Autre dividende		—	—	—	(776)	(776)	—	(776)
Dividendes sur actions de catégorie A	24	—	—	—	(2 565)	(2 565)	—	(2 565)
Dividendes sur actions de catégorie B	24	—	—	—	(2 009)	(2 009)	—	(2 009)
Solde au 31 décembre 2018		35 016	14 717	12 061	200 404	262 198	2 191	264 389

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2019 \$	2018 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		26 437	17 994
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	26	55 912	43 823
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		82 349	61 817
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	14	4 113	4 596
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	22	(991)	(1 049)
Règlement des provisions	23	(194)	(359)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	26	(2 049)	4 119
Impôt sur le résultat payé		(11 947)	(10 037)
		71 281	59 087
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		(13 577)	3 747
Émission de dette à long terme, nette des coûts de transaction	21, 26	84 649	134 653
Remboursement de dette à long terme	21, 26	(66 030)	(62 382)
Remboursement d'obligations locatives		(9 726)	—
Intérêts payés		(12 269)	(7 241)
Émission d'actions de catégorie B	24	258	562
Rachat d'actions de catégorie A	24	(387)	(177)
Rachat d'actions de catégorie B	24	(1 635)	(1 349)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	24	(2 703)	(2 505)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	24	(2 161)	(1 947)
		(23 581)	63 361
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(34 974)	(16 131)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	18	(122)	(208)
Acquisition d'autres actifs non courants		(944)	(286)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	15	1 832	1 416
Produit de la sortie d'autres actifs non courants		151	215
Regroupements d'entreprises		—	(97 998)
Trésorerie acquise lors d'un regroupement d'entreprises		—	2 501
Intérêts perçus		439	539
Trésorerie versée à des participations ne donnant pas le contrôle		(7 972)	(157)
Trésorerie découlant d'autres actifs financiers non courants		211	211
Remboursement d'autres passifs non courants		(571)	—
		(41 950)	(109 898)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		5 750	12 550
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		15 393	3 963
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		1 465	(1 120)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		22 608	15 393
Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires	26		

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 34 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN Services Environnementaux inc. (« SANEXEN ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène des activités dans le secteur des services environnementaux. Celles-ci englobent la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, la gestion des sols et des sols contaminés et des matières résiduelles, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (Québec) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 17 mars 2020.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes et interprétations suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

L'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 ») précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location ainsi que les informations à fournir à leur égard. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Cette norme remplace l'IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 »), l'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et la SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et continuent d'être présentées selon l'IAS 17. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, ainsi que les mesures de simplification permettant d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires et de s'appuyer sur une évaluation des provisions pour contrats de location déficitaires au lieu d'effectuer une analyse de dépréciation.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 76 517 \$, ce qui correspond aux droits d'utilisation des actifs sous-jacents compris dans les contrats de location;
- Comptabilisation d'obligations locatives (incluant la tranche courante) de 76 517 \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les informations supplémentaires à fournir conformément à l'IFRS 16 sont présentées à la note 16.

Le tableau suivant fait le rapprochement entre les engagements en vertu des contrats de location simple présentés selon l'IAS 17 au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées le 1^{er} janvier 2019.

	1 ^{er} janvier 2019 \$
Engagements en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018 comme présentés dans les états financiers consolidés de la Société	85 229
Exemption relative à la comptabilisation au titre des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien est de faible valeur	(1 587)
Options de prolongation et options de réalisation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer	24 322
Paievements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux	(23 672)
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,70 %	(7 775)
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	76 517

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX

L'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 ») apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IFRIC 23. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

La Société a modifié ses principales méthodes comptables qui sont communiquées ci-après.

Préparation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Le coût historique est habituellement fondé sur la juste valeur de la contrepartie accordée pour les services rendus. La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

FILIALES

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où ils surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger), qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes de Sorel inc., Agences maritimes LOGISTEC inc., BalTerm, LLC, CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., GSM Intermediate Holdings, Inc., GSM Maritime Holdings, LLC, Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), Les Solutions multimodales MtlLINK inc. (85,82 % en 2018), Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., LOGISTEC Arrimage inc., LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc., LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc., LOGISTEC Services environnementaux inc., LOGISTEC Services maritimes inc., LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc., LOGISTEC USA Inc., Niedner inc., Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), Ramsey Greig & Cie ltée., SANEXEN Services Environnementaux inc., SANEXEN Water, Inc. et Tartan Terminals Inc.

La Société détient également une participation de 51,03 % dans FER-PAL (51 % en 2018) et une participation de 77,91 % dans LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC ») (70 % en 2018). Veuillez vous reporter à la note 23 pour de plus amples détails.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

COENTREPRISES

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables,

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie énoncée dans le contrat conclu avec un client et excluent les montants perçus pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits lorsqu'elle procède au transfert du contrôle d'un service ou d'un produit à un client. La détermination du moment auquel le contrôle est transféré (« à un moment précis » ou « progressivement ») nécessite du jugement. La Société comptabilise les produits des principales sources suivantes :

SERVICES MARITIMES

La Société tire des produits des services liés à l'arrimage, au chargement et au déchargement de la marchandise, à l'empotage et au dépotage de conteneurs, aux droits de bassin, au transport routier, à l'entreposage et à la livraison/réception par camion. Les produits tirés des services précités sont comptabilisés progressivement, au fur et à mesure que les services sont fournis au cours de la période qui s'étend du moment de l'arrivée des marchandises au moment de leur départ en provenance ou à destination du terminal.

Les frais d'entreposage relatifs à la marchandise entreposée par des clients aux termes d'ententes à court terme dans les installations de la Société sont comptabilisés progressivement en fonction du temps écoulé.

Pour ce qui est des ententes qui comportent plusieurs obligations de prestation, la contrepartie totale prévue au contrat est répartie entre chacune des obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique, et les produits sont comptabilisés lorsque, ou à mesure que, les obligations de prestation sont remplies. Le prix de vente spécifique est déterminé selon les prix courants auxquels la Société vend ses services dans le cadre de transactions distinctes.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société tire des produits du secteur des services environnementaux liés à la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, à la restauration de sites et à la gestion de sols contaminés et matières résiduelles et à l'analyse de risques qu'elle offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales.

Les contrats conclus avec les clients pour les services précités comportent généralement plusieurs obligations de prestation. La Société réalise un important travail d'intégration des services et, par conséquent, ceux-ci sont réputés représenter une seule obligation de prestation distincte. Les produits tirés de ces services sont comptabilisés progressivement en fonction du degré d'avancement des travaux, qui est déterminé sur la base des coûts engagés.

Selon la méthode fondée sur les coûts, le degré d'avancement des travaux à tout moment est évalué en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. L'effet cumulatif des modifications aux coûts et aux produits pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts prévus d'un contrat dépasse le total des produits prévus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts et des produits prévus appropriés nécessite des estimations.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

BIENS D'ENVIRONNEMENT

Pour la fabrication des boyaux tissés, les produits sont comptabilisés au moment précis du transfert du contrôle de l'actif au client, soit habituellement lorsque celui-ci prend possession du bien. Pour les contrats aux termes desquels la Société offre des produits ou des services sur mesure et se prévaut d'un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée, les critères de comptabilisation progressive des produits sont satisfaits et, par conséquent, les produits sont comptabilisés selon cette méthode.

Monnaies étrangères

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés aux capitaux propres au poste Cumul des autres éléments du résultat global – conversion des devises.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans le poste Autres profits et pertes des états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique Instruments financiers dérivés.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global.

IMPÔT EXIGIBLE

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le bénéfice imposable de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les exercices précédents.

IMPÔT DIFFÉRÉ

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les fonds en caisse et en banque, les placements très liquides dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements très liquides rachetables en tout temps sans pénalité.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les factures sont émises conformément aux modalités contractuelles et doivent habituellement être acquittées au moment de leur réception. La période entre la prestation et les paiements pour la prestation est généralement inférieure à un an. Les montants non facturés sont présentés à titre d'actifs sur contrat. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans le poste autres charges des états consolidés des résultats.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Actifs sur contrat ou passifs sur contrat

Les actifs sur contrat correspondent essentiellement au montant brut non facturé pour un projet donné qui devrait être perçu auprès des clients pour les travaux liés à des contrats effectués jusqu'à présent. Ils sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société jusqu'à la date considérée, déduction faite des facturations intermédiaires. Les actifs sur contrat sont transférés dans les créances clients et autres débiteurs lorsque les droits deviennent inconditionnels, soit habituellement lorsque la Société émet une facture au client. Si les facturations intermédiaires pour un projet donné sont supérieures aux coûts engagés plus les profits comptabilisés, la différence sera présentée à titre de passif sur contrat.

Les passifs sur contrat correspondent à la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est comptabilisé quand le service est rendu ou lorsque les biens sont livrés. Les passifs sur contrat sont présentés en tant que passifs courants ou non courants en fonction du moment au cours duquel la Société s'attendra à comptabiliser le produit correspondant.

La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification prévues dans les dispositions de l'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* et, par conséquent, ne présente aucune information relative aux obligations de prestation qui restent à remplir aux 31 décembre 2019 et 2018 à l'égard des contrats dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Améliorations locatives	4 à 10 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Contrats de location

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE AVANT LE 1^{ER} JANVIER 2019

Les contrats de location étaient classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement, en fonction de la substance de la transaction à la date de passation du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats en vertu desquels le bailleur conservait une part importante des risques et des avantages liés à la propriété étaient classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple étaient comptabilisées en charges d'exploitation dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location en vertu desquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété était transférée à la Société étaient classés comme des contrats de location-financement.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement étaient initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant envers le bailleur était inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme une obligation liée à un contrat de location-financement et était classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière était comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle n'ait été directement attribuable à un actif qualifié, auquel cas, elle était incorporée dans le coût de l'actif.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE APRÈS LE 1^{ER} JANVIER 2019

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation, ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location au poste charges d'exploitation des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

Subventions publiques

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de sortie aux fins de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et localisation et de relations clients. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	2 à 15 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Droits de location et localisation	15 à 21 ans

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats. Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Provisions

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouverts d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

GARANTIE

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

DEMANDES D'INDEMNISATION ET LITIGES

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, c'est-à-dire autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

Avantages postérieurs à l'emploi

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

relativement au rendement prévu des investissements des régimes de retraite, aux augmentations de salaire et à l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de cotisations futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est reconnu à la première des deux dates suivantes :

- i. la date de modification ou de réduction du régime;
- ii. la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

Instruments financiers

Les créances clients et les titres de créance sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs financiers, exception faite des créances clients sans composante financement importante, et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les créances clients sans composante financement importante sont initialement évaluées au prix de transaction.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)) sont ajoutés à la juste valeur des actifs et des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la JVRN sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

ACTIFS FINANCIERS

CLASSEMENT

Tous les actifs financiers qui ne satisfont pas au critère du test lié aux remboursements de principal et aux versements d'intérêts seront classés comme des actifs financiers évalués à la JVRN. Pour ce qui est des actifs financiers qui satisfont au critère précité, le classement au moment de la comptabilisation initiale sera déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs sont gérés. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » sont classés à la JVRN. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » sont, quant à eux, classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Enfin, les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » sont classés au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale des placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable de présenter dans les

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur de ces placements. Ce choix se fait sur une base individuelle.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, et les actifs financiers non courants sont classés au coût amorti.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti.

La Société a choisi d'adopter la méthode simplifiée à l'égard de la dépréciation. Cela signifie que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti. Celles-ci s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, l'état général de l'économie et une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère le contrôle ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier à une autre partie.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la JVRN, soit au coût amorti.

CLASSEMENT

Les emprunts bancaires à court terme, les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, la dette à long terme et les passifs dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont classés au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Les passifs à long terme dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle présentés au poste Passifs non courants dans les états consolidés de la situation financière comprennent une option qui est comptabilisée selon la valeur actualisée du prix d'exercice. La Société a décidé de comptabiliser la réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise dans ses résultats non distribués à chaque période de présentation de l'information financière.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles sont expirées.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER

La Société a désigné une dette libellée en dollars américains comme élément de couverture d'une portion équivalant à son investissement net dans ses établissements à l'étranger, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace des gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée en résultat net. Les gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont reclassés en résultat net lorsqu'ils font l'objet d'une disposition totale ou partielle.

Résultat par action

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Capital social

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Paielements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Normes et modifications comptables publiées, mais non encore appliquées

Un certain nombre de nouvelles modifications entrent en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020 et une application anticipée est autorisée. La Société n'a pas adopté de façon anticipée ces modifications lors de la préparation de ces états financiers consolidés:

- Modification aux dispositions en matière de comptabilité de couverture - Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière (Phase I);
- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS;
- Définition d'une entreprise (modifications d'IFRS 3);
- Définition du terme « significatif » (modifications d'IAS 1 et IAS 8).

Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

3. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

Durée des contrats de location et taux d'emprunt marginal

L'évaluation des obligations locatives exige de la direction qu'elle formule des hypothèses sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. De plus, l'obligation locative est réévaluée si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal.

Toute modification importante des hypothèses servant à déterminer la durée du contrat de location ou le taux d'emprunt marginal pourrait avoir une incidence importante sur les obligations locatives et, par conséquent, sur la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ce qui se refléterait dans la charge d'intérêts et la dotation aux amortissements.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Regroupements d'entreprises

La direction doit formuler des hypothèses pour déterminer la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises. Cela s'applique plus précisément lorsque la Société calcule la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation appropriées, lesquelles sont habituellement fondées sur les flux de trésoreries prévus en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles et sur une méthode du coût de remplacement, une méthode d'évaluation fondée sur les bénéfices et/ou une approche fondée sur le marché en ce qui a trait aux immobilisations corporelles. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction sur le rendement futur des actifs connexes et sur le taux d'actualisation appliqué. Toute modification importante de ces hypothèses pourrait se traduire par des changements importants dans les justes valeurs liées aux immobilisations incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui aurait une incidence sur la dotation aux amortissements.

Dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous reporter à la note 17 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

Impôt sur le résultat

Pour déterminer la charge d'impôt sur le résultat de même que les actifs et passifs d'impôt, la Société se fonde sur son interprétation des lois fiscales applicables, dont les conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, ainsi que des lois et règlements sous-jacents. Cette interprétation repose sur des jugements et des estimations pouvant être remis en question dans le cadre des vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société doit se soumettre sur une base régulière. De nouveaux renseignements obtenus pourraient également obliger la Société à remettre en question le caractère adéquat des actifs et des passifs d'impôt actuels. Tout changement en ce sens aura une incidence sur le résultat net de la période visée.

Afin de calculer l'impôt sur le résultat et les actifs et passifs d'impôt différé, il s'avère nécessaire d'avoir recours à des estimations pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent également l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées et aux déductions pouvant faire l'objet d'un report en avant, en vue de réduire l'impôt exigible pour les exercices à venir. Cette évaluation exige de la Société qu'elle effectue des estimations importantes afin de déterminer s'il est probable ou non que les actifs d'impôt différé puissent être recouverts grâce à des bénéfices imposables futurs, et par conséquent, qu'ils puissent être comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société se fonde notamment sur son expérience passée pour effectuer cette évaluation.

Actifs sur contrat

Les actifs sur contrat sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les techniques actuarielles utilisées pour évaluer la valeur des régimes de retraite à prestations définies requièrent d'établir des hypothèses financière (taux d'actualisation) et démographique (croissance de la rémunération et taux de mortalité) importantes. Pour les évaluer, la Société a recours aux services d'un actuaire indépendant.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Il est possible que, dans les exercices futurs, les hypothèses actuarielles utilisées par la Société diffèrent sensiblement de la situation réelle, compte tenu du caractère fluctuant des conditions économiques et de marché, des décisions en matière de réglementation et de justice, du taux de sortie du régime ou de l'espérance de vie des participants. Veuillez vous reporter à la note 22 pour de plus amples détails concernant les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour mesurer le passif net au titre des prestations définies de la Société.

Passifs à long terme dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

L'évaluation du passif à long terme découlant des options de vente émises accordées aux actionnaires de FER-PAL et du passif accordé aux actionnaires de LGC détenant une participation ne donnant pas le contrôle nécessite de faire des estimations et des prévisions sur la performance future de ces deux entreprises. Le montant réellement déboursé pourrait être significativement différent de l'évaluation faite à la date de clôture à la suite d'événements imprévus, de changements des circonstances actuelles et d'autres faits en dehors du contrôle de la Société. Veuillez vous reporter à la note 23 pour de plus amples détails.

Régimes d'intéressement à long terme

Afin de déterminer la charge relative aux régimes d'intéressement à long terme, la Société doit évaluer la probabilité d'atteindre chaque seuil conférant un droit au boni à long terme, ce qui dépend des résultats qu'elle s'attend à atteindre.

4. Produits

	2019 \$	2018 \$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	382 651	338 790
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	145 660	134 554
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de gestion de sols contaminés et matières résiduelles	81 614	71 042
Produits tirés de la vente de biens	30 017	40 492
	639 942	584 878

Contrat entrant dans le champ d'application de l'IFRIC 12 *Accords de concession de services*

En 2015, la Société a conclu un contrat de service avec une société d'État fédérale et un ministère du gouvernement du Québec en vertu duquel la Société doit concevoir, construire et exploiter un système de pompage et de traitement des eaux souterraines (le « Système ») afin de mieux contrôler la migration de l'eau souterraine et d'en empêcher l'écoulement dans le fleuve Saint-Laurent. La société d'État fédérale et le ministère du gouvernement du Québec assument conjointement la gestion des terrains en bordure du fleuve Saint-Laurent.

Le contrat a une durée de 15 ans et la construction du Système a été achevée en 2016.

Les services de gestion, d'entretien et d'exploitation sont répartis sur une période de 15 ans, les produits étant comptabilisés sur cette période. Ils sont assujettis à une indexation annuelle, fondée sur l'indice des prix à la consommation. Les coûts des services sont payables sur une base trimestrielle. En lien avec ces services de gestion, d'entretien et d'exploitation, la Société a constaté des produits de 603 \$ (606 \$ en 2018).

Un montant de 335 \$ (292 \$ en 2018) a été comptabilisé dans les créances clients et autres débiteurs et un montant de 222 \$ (211 \$ en 2018) a été comptabilisé dans les autres actifs financiers. De plus, un montant de 3 325 \$ (3 547 \$ en 2018), portant intérêt à un taux de 5,00 %, a été inclus dans les actifs financiers non courants.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

5. Charge au titre des avantages du personnel

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2019 \$	2018 \$
Salaires et avantages sociaux	302 825	290 448
Régimes de retraite à prestations définies (note 22)	2 060	1 897
Régimes de retraite à cotisations définies (note 22)	3 140	2 706
Régimes de retraite d'État	3 373	3 149
Autres avantages à long terme	1 693	1 482
	313 091	299 682

La rémunération des principaux dirigeants est présentée plus en détail à la note 28.

6. Autres profits et pertes

	2019 \$	2018 \$
(Pertes) profits de change nets (nettes)	(2 994)	2 258
Profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	1 166	838
Profit tiré de la réévaluation d'un passif à long terme dus à une participation ne donnant pas le contrôle	608	—
Profit au titre d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat liée à un regroupement d'entreprises	—	500
	(1 220)	3 596

7. Charges financières

	2019 \$	2018 \$
Intérêts des emprunts bancaires à court terme et autres charges d'intérêts	33	404
Intérêts de la dette à long terme	8 861	7 642
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives	3 960	—
	12 854	8 046

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

8. Impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2019 \$	2018 \$
Résultat avant impôt		
	35 136	21 302
Moins : quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8 729)	(8 111)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	26 407	13 191
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 26,60 % (26,70 % en 2018)	7 024	3 522
Éléments non déductibles et autres	1 314	1 443
Revenus non imposables	—	(341)
Variation des actifs d'impôt différé ou des pertes fiscales non comptabilisées	(540)	(943)
Incidence des écarts des taux d'imposition étrangers	177	—
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	724	(373)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	8 699	3 308
Taux d'imposition effectif	32,94 %	25,08 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices :

	2019 \$	2018 \$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice courant	8 751	8 697
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	324	18
Impôt différé		
Charge d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	(776)	(5 016)
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	400	(391)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	8 699	3 308

Soldes d'impôt différé

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actifs d'impôt différé	12 751	11 319
Passifs d'impôt différé	(21 156)	(21 465)
	(8 405)	(10 146)

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même entité et d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Pertes fiscales inutilisées \$	Avantages postérieurs à l'emploi \$	Obligations locatives \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	486	5 124	3 540	—	2 979	12 129
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises	—	1 665	—	—	932	2 597
Charge à l'état des résultats	358	1 272	179	—	2 370	4 179
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	—	(41)	—	2	(39)
Incidence des écarts de change	—	158	—	—	260	418
Au 31 décembre 2018	844	8 219	3 678	—	6 542	19 284
Charge (économie) à l'état des résultats	158	(190)	(4 397)	20 085	3 600	19 256
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	—	719	—	47	766
Incidence des écarts de change	—	222	—	(244)	(295)	(317)
Au 31 décembre 2019	1 002	8 251	—	19 841	9 895	38 989

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Actifs au titre de droits d'utilisation \$	Retenues sur contrat et carnet de commandes \$	Immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	(8 848)	—	(6 046)	(3 401)	(191)	(18 486)
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises	(3 358)	—	—	(7 532)	—	(10 890)
Économie (charge) à l'état des résultats	31	—	2 627	2 312	(3 900)	1 070
Incidence des écarts de change	(545)	—	—	(579)	—	(1 124)
Au 31 décembre 2018	(12 720)	—	(3 419)	(9 200)	(4 091)	(29 430)
Économie (charge) à l'état des résultats	(3 490)	(19 634)	708	2 482	1 454	(18 480)
Incidence des écarts de change	171	239	—	106	—	516
Au 31 décembre 2019	(16 039)	(19 395)	(2 711)	(6 612)	(2 637)	(47 394)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pertes fiscales inutilisées

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 33 570 \$ (40 009 \$ en 2018), dont 3 738 \$ n'ont pas été comptabilisés (4 681 \$ en 2018). Ces pertes viennent à échéance au cours des exercices suivants :

Exercice	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
De 2028 à 2031	558	1 320
2032	1 096	1 221
2033	950	2 583
2034	3 071	6 397
2035	3 321	5 587
2036	1 841	3 691
2037	6 975	13 157
2038	662	6 053
2039	3 296	—
Indéterminé	11 800	—

Des avantages fiscaux d'un montant de 8 251 \$ (8 219 \$ en 2018) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 4 489 \$ (5 552 \$ en 2018) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital et de différences temporaires déductibles non comptabilisées de 1 935 \$ (5 755 \$ en 2018) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au 31 décembre 2019, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé pour les différences temporaires découlant des participations dans des filiales et des coentreprises, puisque la Société contrôle les décisions touchant la réalisation de pareil passif et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

9. Résultat par action

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2019	2018
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, de base (\$)	14 540	10 145
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, de base (\$)	11 654	7 915
	26 194	18 060
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base	7 388 122	7 402 697
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base	5 383 398	5 250 558
	12 771 520	12 653 255
Résultat de base par action de catégorie A	1,97	1,37
Résultat de base par action de catégorie B	2,16	1,51
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, dilué (\$)	14 152	9 753
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, dilué (\$)	12 042	8 307
	26 194	18 060
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, dilué	7 388 122	7 402 697
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué	5 715 329	5 732 050
	13 103 451	13 134 747
Résultat dilué par action de catégorie A	1,92	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	2,11	1,45

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

10. Gestion du risque financier

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels réguliers de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital est calculé comme suit :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Emprunts bancaires à court terme	—	13 577
Dette à long terme, incluant la tranche courante	177 900	163 297
Total de la dette	177 900	176 874
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 608	15 393
Total de la dette nette	155 292	161 481
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	280 371	262 198
Capitalisation	435 663	423 679
Ratio de dette nette/capitalisation	35,6 %	38,1 %

Au 31 décembre 2019, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit; d'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2019, les 20 clients les plus importants ont représenté 39,7 % (35,9 % en 2018) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2019 et en 2018.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Veuillez vous reporter à la note 12 pour de plus amples détails.

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2019	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	86 217	86 217	86 217	—	—
Dividendes à payer	1 245	1 245	1 245	—	—
Obligations locatives	91 315	123 759	13 593	23 153	87 013
Dette à long terme	177 900	190 744	11 842	10 758	168 144
Passifs non courants	46 088	52 565	1 673	19 529	31 363
	402 765	454 530	114 570	53 440	286 520
Au 31 décembre 2018	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	13 577	13 577	13 577	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	98 668	98 668	98 668	—	—
Dividendes à payer	1 973	1 973	1 973	—	—
Dette à long terme	163 297	180 691	11 331	113 851	55 509
Passifs non courants	46 980	53 969	1 046	19 989	32 934
	324 495	348 878	126 595	133 840	88 443

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. La Société gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. La Société avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec sa banque principale dont le montant notionnel initial de 25 000 \$ a été réglé le 31 octobre 2019 par suite de la renégociation de l'entente de crédit. Le contrat de swap de taux d'intérêt était désigné à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux variable des dettes de la Société contre un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2018, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 18 750 \$. Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt était le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe était de 1,80 %. La Société continue d'être à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2019, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 70,5 % (64,7 % en 2018). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2019 aurait eu une incidence négative de 1 253 \$ (870 \$ en 2018) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations des taux de change. Elle estime que le risque est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

En 2019, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2 649 \$ (2 194 \$ en 2018) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 11 991 \$ (12 189 \$ en 2018) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2019, un total de 95 209 \$ ou 73 306 \$ US (78 058 \$ ou 57 121 \$ US en 2018) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2019, un total de 61 711 \$ ou 47 514 \$ US (46 313 \$ ou 33 889 \$ US en 2018) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2019 et 2018, la juste valeur estimative de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochait de leur valeur comptable respective en raison de la nature à court terme de ces instruments.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2019 et 2018, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 921 \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2019 (supérieure de 300 \$ en 2018), en raison d'une modification aux conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt pour des émissions identiques ou similaires.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables sur le marché ou qui sont corroborées par ces dernières par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucun instrument financier n'a été comptabilisé à sa juste valeur et n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Analyse de sensibilité

Au 31 décembre 2019, toutes choses demeurant par ailleurs égales, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises liées à l'option de vente émise se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 2 923 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

11. Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actifs financiers classés au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 608	15 393
Créances clients et autres débiteurs	156 228	160 067
Actifs financiers non courants	8 829	6 177
	187 665	181 637
Passifs financiers classés au coût amorti		
Emprunts bancaires à court terme	—	13 577
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	86 217	98 668
Dividendes à payer	1 245	1 973
Dettes à long terme, y compris la tranche courante	177 900	163 297
Passifs non courants	46 088	46 980
	311 450	324 495

La juste valeur des instruments financiers de la Société est présentée à la note 10.

12. Créances clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Créances clients	125 389	125 365
Provision pour créances douteuses	(3 053)	(2 364)
Retenues sur contrat	16 248	18 956
Créances clients nettes	138 584	141 957
Produits courus	11 985	10 720
Taxes à la consommation	1 664	1 566
Remboursements d'assurance à recevoir relatifs aux demandes d'indemnisation	1 633	1 055
Autres	2 362	4 769
	156 228	160 067

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit conformément à leurs échéances respectives à compter de l'émission de la facture :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
0 à 30 jours	56 528	39 393
31 à 60 jours	32 379	39 183
61 à 90 jours	16 635	26 305
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	33 042	37 076
	138 584	141 957

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 11 200 \$ (12 428 \$ en 2018).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2019 \$	2018 \$
Solde au début de l'exercice	2 364	4 053
Charges pour mauvaises créances	1 410	1 126
Radiations	(721)	(2 815)
Solde à la fin de l'exercice	3 053	2 364

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 10.

13. Stocks

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Fournitures	6 251	5 274
Matières premières	2 412	1 932
Travaux en cours	3 332	3 098
Produits finis	574	407
	12 569	10 711

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 45 935 \$ (51 795 \$ en 2018) et a été comptabilisé dans la charge relative au matériel et fournitures aux états consolidés des résultats.

14. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : Terminal TERMONT inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. L'adresse du siège social de Terminal TERMONT inc. est Port de Montréal, section 68, C. P. 36, succ. K, Montréal (Québec) H1N 3K9, Canada.

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal TERMONT inc.:

	2019 \$	2018 \$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant la trésorerie et équivalents de trésorerie de 2 455 \$ (1 973 \$ en 2018))	3 870	3 432
Actifs non courants ⁽¹⁾	85 108	44 786
Passif courant	(787)	(543)
Passifs non courants ⁽¹⁾	(36 816)	—
Actif net	51 375	47 675
 Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	 25 694	 23 841
Résultats		
Produits	3 914	3 714
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	6 006	6 907
Charge d'intérêts ⁽¹⁾	(1 749)	—
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	1 783	29
Impôt sur le résultat	(797)	(760)
Résultat et total du résultat global de l'exercice	8 204	8 984
 Quote-part du résultat et du total du résultat global de l'exercice de la Société	 4 102	 4 492
 Dividende reçu par la Société	 2 250	 2 250

⁽¹⁾ La hausse des actifs non courants, des passifs non courants, des charges d'intérêts et des produits d'intérêts est liée à l'adoption de l'IFRS 16.

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour ces coentreprises :

	2019 \$	2018 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	16 655	14 164
Résultat de l'exercice	4 627	3 619
Autres éléments du résultat global	(43)	114
Total du résultat global de l'exercice	4 584	3 733
 Dividendes reçus par la Société	 1 863	 2 346

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

15. Immobilisations corporelles

Coût	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	66 747	174 384	3 873	11 101	9 955	266 060
Ajouts	131	5 433	291	1 206	7 820	14 881
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises	3 347	20 248	615	353	—	24 563
Sorties	(379)	(5 056)	129	(308)	—	(5 614)
Transferts	3 513	8 633	—	2 054	(14 200)	—
Incidence des écarts de change	258	6 555	(328)	(464)	(619)	5 402
Au 31 décembre 2018	73 617	210 197	4 580	13 942	2 956	305 292
Ajouts	36	24 121	85	20	10 295	34 557
Sorties	(803)	(9 468)	(18)	(10)	—	(10 299)
Transferts	2 003	7 978	271	792	(11 044)	—
Incidence des écarts de change	(971)	(4 108)	(83)	(519)	(41)	(5 722)
Au 31 décembre 2019	73 882	228 720	4 835	14 225	2 166	323 828

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	10 082	87 448	3 038	4 775	—	105 343
Dotation aux amortissements	2 022	19 441	1 136	823	—	23 422
Sorties	(357)	(6 913)	7	(229)	—	(7 492)
Incidence des écarts de change	1 219	1 934	(446)	28	—	2 735
Au 31 décembre 2018	12 966	101 910	3 735	5 397	—	124 008
Dotation aux amortissements	2 734	22 075	364	1 102	—	26 275
Sorties	(795)	(7 969)	(2)	(56)	—	(8 822)
Incidence des écarts de change	(156)	(1 498)	(78)	(205)	—	(1 937)
Au 31 décembre 2019	14 749	114 518	4 019	6 238	—	139 524

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 31 décembre 2018	60 651	108 287	845	8 545	2 956	181 284
Au 31 décembre 2019	59 133	114 202	816	7 987	2 166	184 304

Au 31 décembre 2019, la Société n'avait commandé aucune immobilisation corporelle (immobilisations corporelles de 1 601 \$ en 2018) n'ayant pas encore été livrée.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

16. Contrats de location

Les contrats de location portent sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement et expirent jusqu'en 2039. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	69 102	7 201	214	76 517
Ajouts	28 479	892	339	29 710
Décomptabilisation	(2 336)	(45)	(11)	(2 392)
Dotation aux amortissements	(9 190)	(2 290)	(88)	(11 568)
Incidence des écarts de change	(2 413)	(265)	(8)	(2 686)
Au 31 décembre 2019	83 642	5 493	446	89 581

Obligations locatives

	Au 31 décembre 2019 \$
Flux de trésorerie contractuels non actualisés	
Moins de 1 an	13 593
Entre 1 an et 5 ans	41 405
Plus de 5 ans	68 761
Total des obligations locatives non actualisées	123 759
Obligations locatives au 31 décembre 2019	
Courantes	9 820
Non courantes	81 495

Montant comptabilisé dans les états consolidés des résultats

Contrats de location comptabilisés selon l'IFRS 16	2019 \$
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives	3 960
Charge liée aux paiements de loyers variables, aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur qui ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives	34 312
	38 272
Contrats de location simple comptabilisés selon l'IAS 17	2018 \$
Paiements minimaux au titre de la location	18 032
Paiements de loyers variables	16 920
	34 952

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

17. Goodwill

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Coût au début de l'exercice	143 972	106 918
Regroupements d'entreprises (note 27)	—	33 629
Incidence des écarts de change	(2 055)	3 425
Coût à la fin de l'exercice	141 917	143 972
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
Valeur comptable nette	140 617	142 672

Test de dépréciation

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Arrimage	48 306	50 361
Aqua-Pipe	86 445	86 445
Environnement	5 681	5 681
Agences	185	185
	140 617	142 672

La valeur recouvrable de toutes les UGT ou de tous les groupes d'UGT a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée et les attentes futures quant à la performance financière. Un taux de croissance de 3,0 % (3,0 % en 2018) a été utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an.

Les taux d'actualisation avant impôt sur le résultat utilisés pour calculer la valeur d'utilité sont fondés sur des données de marché et étaient de 8,95 % (12,80 % en 2018) pour Arrimage et de 8,95 % (12,46 % en 2018) pour Aqua-Pipe et Environnement. La diminution du taux d'actualisation est attribuable principalement à l'adoption de l'IFRS 16, qui a entraîné une modification du ratio d'endettement utilisé dans ce calcul.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

18. Immobilisations incorporelles

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	16 980	20 388	1 961	39 329
Ajouts	—	62	146	208
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 27)	14 632	24 106	1 099	39 837
Pertes de valeur et sorties	(6 821)	—	—	(6 821)
Incidence des écarts de change	2 608	2 025	460	5 093
Au 31 décembre 2018	27 399	46 581	3 666	77 646
Ajouts	—	—	122	122
Incidence des écarts de change	(1 313)	(1 430)	(371)	(3 114)
Au 31 décembre 2019	26 086	45 151	3 417	74 654

Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2018	4 754	17 824	1 848	24 426
Dotations aux amortissements	1 906	2 820	432	5 158
Incidence des écarts de change	465	214	377	1 056
Au 31 décembre 2018	7 125	20 858	2 657	30 640
Dotations aux amortissements	1 374	2 270	635	4 279
Incidence des écarts de change	(406)	(208)	(386)	(1 000)
Au 31 décembre 2019	8 093	22 920	2 906	33 919

Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2018	20 274	25 723	1 009	47 006
Au 31 décembre 2019	17 993	22 231	511	40 735

Cumul des pertes de valeur

	2019 \$	2018 \$
Solde au début de l'exercice	9 738	2 917
Perte de valeur sur les droits de location et localisation attribuable au secteur des services maritimes de la Société	—	6 821
Solde à la fin de l'exercice	9 738	9 738

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

En 2018, la Société a soumis à un test de dépréciation une UGT (d'activités de logistique portuaire en Virginie), comme il existait un indice que les actifs avaient pu subir une perte de valeur. Par conséquent, elle a inscrit une perte de valeur de 6 821 \$. La dotation aux amortissements était attribuable à la baisse de rentabilité de l'UGT. Lors du calcul de la valeur d'utilité de ces activités, la Société actualise les flux de trésorerie attendus en fonction de la durée de vie utile résiduelle des principaux actifs de l'UGT. Les prévisions de ventes étaient fondées sur les résultats d'exploitation réels, sur les taux de croissance prévue du secteur et sur l'expérience passée des dirigeants. La valeur recouvrable des UGT faisant l'objet de tests de dépréciation est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts aux fins de vente et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable a été déterminée comme étant sa valeur d'utilité au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt sur le résultat de 13,4 %.

19. Actifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actifs financiers non courants	6 225	3 547
Retenues sur contrat	2 600	2 627
Autres	4	154
	8 829	6 328

20. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	75 918	81 394
Charges salariales à payer	4 741	5 284
Montant à payer à la participation ne donnant pas le contrôle	—	6 137
Provisions (note 23)	593	823
Autres	4 965	5 030
	86 217	98 668

21. Dette

Emprunts bancaires à court terme

Au 31 décembre 2018, FER-PAL avait une marge de découvert au titre d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 15 000 \$ garantie par l'ensemble des immobilisations corporelles liées aux activités de FER-PAL, y compris le matériel, les créances clients et autres débiteurs ainsi que toutes les immobilisations corporelles qui feront l'objet d'une acquisition dans l'avenir. Le prêt était remboursable sur demande et portait intérêt au taux d'emprunt préférentiel de la banque majoré de 0,75 %. Au 31 décembre 2018, le taux d'emprunt de la banque était de 2,70 % et un découvert de 13 577 \$ a été comptabilisé. Au cours de l'année 2019, les emprunts bancaires à court terme ont été remboursés dans leurs entières.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Dettes à long terme

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des prêts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant octobre 2023. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 3,54 % au 31 décembre 2019 ⁽¹⁾	115 003	104 527
Dettes à long terme non garantie, portant intérêt à 4,82 % et à 4,64 %, sans remboursement du capital avant décembre 2022, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	50 000	50 000
Facilités de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 0,75 %, avec des échéances allant jusqu'à quatre ans à partir de la date de l'avance ⁽³⁾	10 333	574
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, échéant en 2022	1 200	1 600
Prêt pour l'achat de matériel portant intérêt à des taux variant de 0,50 % à 6,20 %	1 364	3 932
Autres	—	2 664
	177 900	163 297
Moins :		
Tranche courante	9 390	3 294
	168 510	160 003

⁽¹⁾ Au 31 octobre 2019, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont solidairement renégocié leur entente de crédit entraînant une modification de l'entente de crédit en vigueur.

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- La facilité de crédit renouvelable non garantie a été augmentée, passant de 175 000 \$ à 300 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains), et vient à échéance en octobre 2023.
- La facilité de crédit renouvelable non garantie doit être utilisée pour les besoins de trésorerie à court et à long terme et aux fins d'investissement et du refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Au 31 décembre 2019, un montant de 50 049 \$ US (65 004 \$) avait été prélevé sur la facilité de crédit.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

⁽²⁾ Les détails de la dette à long terme non garantie sont les suivants :

- Un prêt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,82 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un prêt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,64 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.

⁽³⁾ Au 28 juin 2019, FER-PAL a porté le montant de son entente de crédit à 21 750 \$ grâce au refinancement de la marge de découvert et à l'ajout d'un emprunt à vue.

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une marge de découvert de 10 000 \$ remboursable à vue, qui doit être utilisée pour les besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme de marges de découvert, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Les avances sont établies en fonction de la valeur estimée de bonne qualité du crédit des créances clients.
- Un emprunt à vue d'un montant de 10 000 \$ payable sur 48 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 750 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

- Une facilité de gestion du risque d'un montant de 1 000 \$, qui peut prendre la forme de contrats de change à terme.

La facilité est garantie par un contrat de sûreté général portant sur la totalité de ses actifs présents et futurs.

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Total des versements de capital requis		
Moins de 1 an	9 390	3 294
Entre 1 an et 5 ans	141 010	121 339
Plus de 5 ans	27 500	38 664
	177 900	163 297

Instruments de couverture

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société avait désigné, en moyenne, un montant de 50 583 \$ US (66 962 \$) de la facilité de crédit renouvelable en dollars américains comme instrument de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers. Aucune inefficacité n'ayant été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, il n'y a donc pas eu d'impact sur les états consolidés du résultat. Par conséquent, une perte de change de 3 653 \$ a été reclassée dans les autres éléments du résultat global.

22. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société dispose de divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2019 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles.

La plus récente évaluation actuarielle des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») des hauts dirigeants de LOGISTEC remonte au 31 décembre 2017.

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique d'investissement avec les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée selon l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des occasions se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 15,7 ans.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2019 \$	2018 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(33 703)	(34 387)
Coût des services rendus	(1 548)	(1 498)
Charge d'intérêts	(1 345)	(1 215)
Cotisations salariales	(114)	(126)
(Perte) gain actuariel(le) découlant des ajustements liés à l'expérience	(4 464)	2 046
Prestations versées	1 765	1 477
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(39 409)	(33 703)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	19 371	20 606
Produits d'intérêts	762	717
Variation de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	1 906	(1 736)
Frais administratifs	(16)	(13)
Cotisations patronales ⁽¹⁾	1 079	1 148
Cotisations salariales	114	126
Prestations versées	(1 765)	(1 477)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	21 451	19 371
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice ⁽²⁾	(17 958)	(14 332)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations de 83 \$ (96 \$ en 2018) effectuées par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société.

⁽²⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 425 \$ (384 \$ en 2018) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés ⁽¹⁾		Total	
	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Obligations au titre des prestations définies	(22 634)	(20 377)	(16 775)	(13 326)	(39 409)	(33 703)
Juste valeur de l'actif des régimes	21 451	19 371	—	—	21 451	19 371
Déficit des régimes	(1 183)	(1 006)	(16 775)	(13 326)	(17 958)	(14 332)

⁽¹⁾ Les régimes non capitalisés sont des RRS à l'intention des hauts dirigeants. Au 31 décembre 2019, le déficit du régime à l'intention des hauts dirigeants du Canada était de 15 819 \$ (12 700 \$ en 2018) et celui du régime à l'intention des hauts dirigeants des États-Unis était de 956 \$ (626 \$ en 2018). Les RRS sont des régimes non contributifs et la Société prévoit financer les prestations au moyen des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Éléments provenant de données observables sur le marché – juste valeur de niveau 2		
Trésorerie	—	147
Obligations	7 950	7 263
Actions canadiennes et étrangères	10 281	8 874
Éléments provenant de données non observables sur le marché – juste valeur de niveau 3		
Contrats de rente	3 220	3 087
	21 451	19 371

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2019 \$	2018 \$
Coût des services rendus	1 548	1 498
Charge d'intérêts nette	583	499
Frais administratifs	16	13
	2 147	2 010
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(87)	(113)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	2 060	1 897
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	3 140	2 706
Charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	5 200	4 603

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2019 %	2018 %
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,3	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	4,0	3,5
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2019, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 5 574 \$ (4 535 \$ en 2018), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 6 623 \$ (5 698 \$ en 2018) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Au 31 décembre 2019, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 1 294 \$ (1 155 \$ en 2018), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 1 224 \$ (1 075 \$ en 2018) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Cotisations aux régimes de retraite

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2019, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 1 505 \$ (1 463 \$ en 2018).

En 2020, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 932 \$.

23. Passifs non courants

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Passif à long terme dus à une participation ne donnant pas le contrôle dans FER-PAL	29 231	32 783
Passif à long terme dus à une participation ne donnant pas le contrôle dans SANEXEN (note 24)	6 394	5 765
Passif à long terme dus à une participation ne donnant pas le contrôle dans LGC	1 079	2 399
Régimes d'intéressement à long terme	2 541	4 197
Avance due à une participation ne donnant pas le contrôle	4 895	—
Provisions	1 013	790
Autres	935	1 046
	46 088	46 980

Rachat de participations ne donnant pas le contrôle

FER-PAL

Par suite du regroupement d'entreprises avec FER-PAL le 6 juillet 2017, la Société a accordé, aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de 49 %, une option de vente exerçable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de trois ans, pour une contrepartie en trésorerie établie selon une formule prédéterminée de prix d'achat fondée sur le rendement de FER-PAL. Le 31 décembre 2019, FER-PAL a racheté, pour un prix d'achat total de 786 \$, une participation de 0,03 % détenue par les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle. Au 31 décembre 2019, par suite de la désactualisation et de la réévaluation de l'option de vente, un passif de 29 231 \$ était inclus dans les passifs non courants aux états consolidés de la situation financière. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un profit sur réévaluation de 2 766 \$ (15 644 \$ en 2018) dans les résultats non distribués.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société détient également une option d'achat, exerçable par LOGISTEC en tout temps après le 6 juillet 2022, lui permettant d'acheter aux mêmes conditions que celles de l'option de vente les 48 % d'actions restantes des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

LGC

La Société a l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisaient. Le prix d'achat est le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % ou ii) un multiple d'une mesure convenue de la performance financière, moins la dette de LGC. Le 9 août 2019, la Société a racheté, pour un prix d'achat total de 610 \$, une participation de 7,91 % dans LGC détenue par les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un profit sur réévaluation de 608 \$ au poste autres profits et pertes des états consolidés des résultats. Au 31 décembre 2019, un passif de 1 079 \$ était inclus dans les passifs non courants aux états consolidés de la situation financière.

Compte tenu de la nature non participative des participations ne donnant pas le contrôle sur les résultats de FER-PAL et de LGC, aucun profit n'a été attribué aux participations ne donnant pas le contrôle.

Provisions

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Unités d'actions différées \$	Quote-part des pertes de certaines coentreprises \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2018	623	136	480	374	1 613
Provisions additionnelles	517	347	—	172	1 036
Règlement des provisions	(194)	—	(229)	(3)	(426)
Reprise des provisions	(508)	—	—	(109)	(617)
Au 31 décembre 2019	438	483	251	434	1 606
Moins : provisions courantes	438	—	—	155	593
Provisions non courantes	—	483	251	279	1 013

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location qui viennent à échéance jusqu'en 2025.

Remboursements

Un montant de 1 633 \$ (1 055 \$ en 2018) est comptabilisé à titre d'actif dans les créances clients et autres débiteurs pour le remboursement à recevoir de la compagnie d'assurances relativement aux demandes d'indemnisation.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

24. Capital social

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

Émises et en circulation ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
7 383 622 actions de catégorie A (7 392 722 en 2018)	4 879	4 885
5 396 901 actions de catégorie B (5 273 334 en 2018)	35 343	30 131
	40 222	35 016

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle de SANEXEN

LOGISTEC a conclu une entente visant l'acquisition de la participation résiduelle de 29,78 % dans SANEXEN qu'elle ne détenait pas déjà pour une contrepartie globale de 40 818 \$ (la « transaction SANEXEN »).

Dans le cadre de la transaction SANEXEN, les actionnaires de SANEXEN détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont échangé leurs actions ordinaires du capital de SANEXEN contre deux catégories d'actions privilégiées de SANEXEN nouvellement créées ne comportant aucun droit de vote ou droit aux dividendes, soit les actions privilégiées de catégorie G (les « actions de catégorie G ») et les actions privilégiées de catégorie H (les « actions de catégorie H »), faisant en sorte que LOGISTEC détient la totalité des actions ordinaires de SANEXEN.

Immédiatement après l'échange d'actions, LOGISTEC et les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont conclu une convention d'option d'achat-vente d'actions (la « Convention d'option ») en vertu de laquelle LOGISTEC s'est vu octroyer des options d'achat pouvant être exercées en totalité ou en partie à tout moment afin d'acquérir leurs actions de catégorie G pour une contrepartie en trésorerie de 15 920 \$ et d'acquérir leurs actions de catégorie H contre 754 015 actions de catégorie B du capital de LOGISTEC pour un montant de 24 898 \$.

En vertu de la Convention d'option, chaque actionnaire qui détient une participation ne donnant pas le contrôle s'est vu octroyer une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie G dans certaines circonstances, y compris la cessation d'emploi, et une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie H, à raison de un cinquième (1/5) à chacun des cinq premiers anniversaires de la signature de la Convention d'option, au même prix d'exercice que celui des options d'achat de LOGISTEC. Un escompte de 40 %, soit 4 518 \$, sera appliqué au prix d'achat des actions de catégorie G de certains des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle s'ils quittent volontairement SANEXEN avant le 24 mars 2021.

Au cours de l'exercice 2019, 148 567 actions de catégorie B ont été émises pour acheter les actions de catégorie H de SANEXEN. Au 31 décembre 2019, il restait 297 135 actions de catégorie B à émettre et

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

le montant connexe comptabilisé dans les états financiers de la Société à titre de capital social devant être émis s'élevait à 9 811 \$.

Les soldes se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Passifs non courants	6 394	5 765
Capital social devant être émis	9 811	14 717

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction

La Société a réservé 580 000 actions de catégorie B en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction les options sont attribuées au prix du marché. Il demeure un solde non distribué de 180 000 actions de catégorie B réservé pour émission aux termes dudit régime. Il n'y avait aucune option en cours aux 31 décembre 2019 et 2018.

Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »)

En vertu du RAAE, 600 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission. Au 1^{er} janvier 2019, un solde de 208 500 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration doivent compter au moins deux ans de service. La participation est volontaire. Le prix de souscription est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises (ou le dernier jeudi de tout mois donné déterminé par le conseil d'administration, qui correspond au mois précédant la date d'émission), moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source. Au 31 décembre 2019, à la suite de l'émission de 14 800 actions de catégorie B (23 250 en 2018) en vertu de ce RAAE, un solde de 193 700 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 14 800 actions de catégorie B (23 250 en 2018) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 258 \$ (562 \$ en 2018) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 298 \$ (489 \$ en 2018), remboursables sur deux ans et dont la valeur comptable était de 328 \$ au 31 décembre 2019 (482 \$ en 2018).

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (« RACNA »)

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 28 octobre 2019 et qui se terminera le 27 octobre 2020, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 369 296 actions de catégorie A et 270 195 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 15 octobre 2019.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

En vertu des divers RACNA, les rachats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

Rachats d'actions par offre	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Actions de catégorie A Prix moyen \$	Actions de catégorie B Prix moyen \$
RACNA 2017 (du 26 octobre 2017 au 25 octobre 2018)				
Rachat en 2017	3 700	6 700	41,85	43,69
Rachat en 2018	700	7 800	46,48	48,73
Total RACNA 2017	4 400	14 500	42,59	46,40
RACNA 2018 (du 26 octobre 2018 au 25 octobre 2019)				
Rachat en 2018	3 000	19 700	48,34	49,15
Rachat en 2019	6 800	32 800	42,71	41,16
Total RACNA 2018	9 800	52 500	44,43	44,16
RACNA 2019 (du 28 octobre 2019 au 27 octobre 2020)				
Rachat en 2019	2 300	7 000	41,78	40,52
Total RACNA 2019	2 300	7 000	41,78	40,52
Rachats d'actions par année			Actions de catégorie A	Actions de catégorie B
2018				
RACNA 2017			700	7 800
RACNA 2018			3 000	19 700
Total 2018			3 700	27 500
2019				
RACNA 2018			6 800	32 800
RACNA 2019			2 300	7 000
Total 2019			9 100	39 800

Le nombre d'actions a varié comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A \$	Actions de catégorie B \$
Au 1^{er} janvier 2018	7 406 222	5 113 255	4 895	24 124
Rachetées dans le cadre des RACNA	(3 700)	(27 500)	(3)	(154)
RAAE	—	23 250	—	1 051
Conversion	(9 800)	9 800	(7)	7
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à SANEXEN	—	154 529	—	5 103
Au 31 décembre 2018	7 392 722	5 273 334	4 885	30 131
Rachetées dans le cadre des RACNA	(9 100)	(39 800)	(6)	(250)
RAAE	—	14 800	—	556
Exercice d'options en vertu de la transaction SANEXEN	—	148 567	—	4 906
Au 31 décembre 2019	7 383 622	5 396 901	4 879	35 343

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2019 \$	2018 \$
Actions de catégorie A	0,37	0,35
Actions de catégorie B	0,41	0,38

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2019 \$	2018 \$
Actions de catégorie A	0,37	0,34
Actions de catégorie B	0,40	0,37

Le 17 mars 2020, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09350 \$ par action de catégorie A et de 0,10285 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 17 avril 2020 à tous les actionnaires inscrits le 3 avril 2020. Le dividende estimatif à verser est de 690 \$ pour les actions de catégorie A et de 555 \$ pour les actions de catégorie B.

25. Cumul des autres éléments du résultat global, après impôt

	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Profits sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	8	135
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	10 414	16 304
Pertes latentes découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	(725)	(4 378)
	9 697	12 061

26. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie

	2019 \$	2018 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	2 099	1 922
Dotation aux amortissements	42 122	28 580
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8 729)	(8 111)
Charges financières	12 854	8 046
Produits financiers	(501)	(572)
Impôt exigible	9 075	8 715
Impôt différé	(376)	(5 407)
Actifs non courants	(2 650)	173
Passifs sur contrat	(400)	(400)
Passifs non courants	3 749	1 727
Pertes de valeur (note 18)	—	6 821
Autres	(1 331)	2 329
	55 912	43 823

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2019 \$	2018 \$
Diminution (augmentation) de ce qui suit :		
Créances clients et autres débiteurs	8 034	9 881
Impôt sur le résultat	(808)	(1 323)
Charges payées d'avance et autres	(231)	979
Stocks	(1 861)	1 297
Augmentation (diminution) de ce qui suit :		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(7 313)	(8 528)
Passifs sur contrat	130	1 813
	(2 049)	4 119

Opérations sans effet sur la trésorerie

Au cours de 2019, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 400 \$ (817 \$ en 2018) était impayé à la fin de l'exercice.

Rapprochement des passifs découlant des activités de financement

Les tableaux suivants présentent les soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie pour l'exercice 2019 :

	Ouverture	Changements dans la trésorerie				Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
	31 décembre 2018 \$	Remboursements \$	Emprunts \$	Dettes liées aux acquisitions/ajustements \$	Emprunts \$	Change \$	31 décembre 2019 \$
Facilité de crédit renouvelable	104 527	(58 660)	72 917	—	—	(3 781)	115 003
Dettes liées à des prêts non garantis	50 000	—	—	—	—	—	50 000
Facilité de crédit à terme	574	(2 449)	11 634	614	—	(40)	10 333
Prêt du gouvernement	1 600	(400)	—	—	—	—	1 200
Prêt lié à l'équipement	3 932	(1 920)	98	(688)	—	(58)	1 364
Obligations locatives	—	(9 726)	—	—	103 800	(2 759)	91 315
Autres	2 664	(2 601)	—	(13)	—	(50)	—
Total	163 297	(75 756)	84 649	(87)	103 800	(6 688)	269 215

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les tableaux suivants présentent les soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie pour l'exercice 2018 :

	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
	31 décembre 2017	Remboursements	Emprunts	Dettes liées aux acquisitions/ajustements	Change	31 décembre 2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	47 962	(56 188)	107 921	—	4 832	104 527
Dettes liées à des prêts non garantis	25 000	—	25 000	—	—	50 000
Facilité de crédit à terme	1 861	(2 787)	1 500	—	—	574
Prêt du gouvernement	2 000	(400)	—	—	—	1 600
Prêt lié à l'équipement	3 686	(1 543)	222	1 379	188	3 932
Solde du prix de vente	650	(650)	—	—	—	—
Autres	2 245	(814)	10	1 066	157	2 664
Total	83 404	(62 382)	134 653	2 445	5 177	163 297

27. Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2019

Le 31 octobre 2019, la Société a acquis la participation restante de 14,18 % dans Les Solutions multimodales MTLINK inc. pour une contrepartie en trésorerie de 1 800 \$.

Regroupements d'entreprises en 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de GSM, qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 67 600 \$ US (85 634 \$), sous réserve de certains ajustements.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC dans cette région.

Avant l'acquisition, un billet à recevoir d'un montant de 4 000 \$ US (5 067 \$) a été émis à une entreprise associée pour acquérir les actifs exclus de la transaction. Le 31 août 2018, la Société a conclu la vente de son entreprise associée pour une contrepartie en trésorerie minimale. Avant la vente, la Société a reçu une contrepartie en trésorerie de 4 000 \$ US (5 067 \$) à titre de remboursement du billet à recevoir.

Les coûts d'acquisition de GSM inclus dans le poste autres charges s'élevaient à 1 100 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate, pour un prix d'achat de 9 599 \$ US (12 364 \$), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, les immobilisations incorporelles ont été augmentées de 5 620 \$ et les immobilisations corporelles, de 1 945 \$, et l'actif courant a été diminué de 177 \$ pour un ajustement correspondant de 7 388 \$ porté à la valeur du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	GSM \$	Pate \$	Total \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 377	124	2 501
Actif courant	23 815	1 093	24 908
Immobilisations corporelles	18 410	6 039	24 449
Goodwill ⁽¹⁾	30 229	3 400	33 629
Immobilisations incorporelles	34 170	5 667	39 837
Passif courant	(15 074)	(201)	(15 275)
Dette à long terme	—	(3 758)	(3 758)
Passifs d'impôt différé	(8 293)	—	(8 293)
	85 634	12 364	97 998
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie	85 634	12 364	97 998
	85 634	12 364	97 998

⁽¹⁾ Le goodwill inhérent à l'acquisition de Pate est déductible à des fins fiscales.

La juste valeur des débiteurs acquis de 22 530 \$, laquelle comprend un montant négligeable présumé irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse au titre de l'actif courant.

La répartition du prix d'achat de GSM et de Pate est définitive.

Incidence des regroupements d'entreprises sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 98 531 \$ et un résultat additionnel de 614 \$ provenant de GSM. Ils englobent également des produits de 3 913 \$ et un résultat de 842 \$ provenant des activités additionnelles liées à Pate pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Si les regroupements d'entreprises avaient été effectués le 1^{er} janvier 2018, les produits et le résultat net consolidés de la Société auraient été respectivement de 598 735 \$ et de 18 718 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Lorsqu'elle a estimé les montants, la Société a présumé que les écarts d'évaluation enregistrés aux dates d'acquisition auraient été les mêmes si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2018.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Goodwill

Le goodwill découlant des acquisitions provient principalement des synergies attribuables au potentiel de croissance future prévue découlant de l'augmentation des emplacements géographiques et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères permettant la comptabilisation séparée.

28. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-après.

Transactions commerciales

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises au cours des exercices :

	2019 \$	2018 \$
Vente de services	7 174	3 910
Achat de services	767	845
	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Montants dus à des coentreprises	1 736	3 249
Montants dus par des coentreprises	2 929	975

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

Transactions effectuées avec les actionnaires

Les transactions effectuées avec Investissements Sumanic inc., actionnaire le plus important de la Société, ont été les suivantes :

	2019 \$	2018 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	2 125	1 963

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ au cours des exercices clos :

	2019 \$	2018 \$
Avantages à court terme	4 684	7 966
Avantages postérieurs à l'emploi	209	758
Autres avantages à long terme	(250)	1 030
	4 643	9 754

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

29. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

Le tableau suivant présente les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

Secteurs d'exploitation

PRODUITS, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2019			
Produits	385 305	254 637	639 942
Dotation aux amortissements	29 803	12 319	42 122
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	7 463	1 266	8 729
Charges financières	9 581	3 273	12 854
Produits financiers	277	224	501
Résultat avant impôt	25 338	9 798	35 136
Acquisition d'immobilisations corporelles	26 114	8 443	34 557
	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2018			
Produits	340 759	244 119	584 878
Dotation aux amortissements	18 167	10 413	28 580
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	7 588	523	8 111
Pertes de valeur	6 821	—	6 821
Charges financières	5 904	2 142	8 046
Produits financiers	260	312	572
Résultat avant impôt	21 713	(411)	21 302
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris les regroupements d'entreprises	28 588	10 856	39 444

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2019

des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

ACTIFS ET PASSIFS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2019			
Total de l'actif	463 823	270 915	734 738
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	40 419	1 930	42 349
Total du passif	323 674	130 050	453 724
2018			
Total de l'actif	377 876	259 227	637 103
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36 524	1 481	38 005
Total du passif	242 708	130 006	372 714

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
2019	329 031	310 911	639 942
2018	327 236	257 642	584 878
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 31 décembre 2019	259 185	240 818	500 003
Au 31 décembre 2018	231 466	179 674	411 140

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

30. Passifs éventuels et garanties

Au 31 décembre 2019, la Société avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 3 695 \$ (3 820 \$ en 2018) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. Ces lettres de crédit viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

La Société, solidairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation au titre d'un contrat de location de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 2 199 \$ (4 319 \$ en 2018).

Au 31 décembre 2019, la Société avait des passifs éventuels totalisant 1 941 \$ (1 879 \$ en 2018) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

Administrateurs

James C. Cherry, FCPA, FCA ^{(1) (2) (3)}
Administrateur de sociétés

Serge Dubreuil, ing. ⁽¹⁾
Consultant
Administrateur de sociétés

Curtis Jay Foltz ⁽¹⁾
Consultant
Administrateur de sociétés

George Gugelmann ⁽²⁾
Investisseur privé

George R. Jones ⁽²⁾
Administrateur de sociétés

Madeleine Paquin, C.M. ⁽³⁾
Présidente et chef de la direction
LOGISTEC Corporation

Nicole Paquin
Vice-présidente, systèmes d'information
LOGISTEC Corporation

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

⁽²⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

⁽³⁾ Membre du comité exécutif

Dirigeants

James C. Cherry, FCPA, FCA
Président du conseil

Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction

Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière
Secrétaire adjoint

Stéphane Blanchette, CRAH
Vice-président, ressources humaines

Nicole Paquin
Vice-présidente, systèmes d'information

Suzanne Paquin ⁽³⁾
Présidente
Transport Nanuk inc.

J. Mark Rodger ^{(2) (3)}
Associé
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L./S.R.L.

Luc Sabbatini ^{(1) (2)}
Chef de la direction
PBSC Solutions Urbaines inc.

Dany St-Pierre ⁽²⁾
Présidente
Cleantech Expansion LLC

Luc Villeneuve, FCPA, FCA ^{(1) (3)}
Administrateur de sociétés

Marie-Chantal Savoy
Vice-présidente, stratégie et communications

Ingrid Stefancic, LL.B., FCIS, Acc. Dir
Vice-présidente, services corporatifs et juridiques
Secrétaire corporative

Suzanne Paquin
Vice-présidente

Carl Delisle, CPA, CA
Vice-président et contrôleur corporatif

Mathieu Brunet, CPA CGA
Trésorier

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Filiales

Agences maritimes de Sorel inc.
Agences maritimes LOGISTEC inc.
BalTerm, LLC
CrossGlobe Transport, Ltd.
FER-PAL Construction Ltd.
FER-PAL Construction USA, LLC
Gestion immobilière SETL inc.
GSM Intermediate Holdings, Inc.
GSM Maritime Holdings, LLC
Gulf Stream Marine, Inc.
Groupe NEAS inc.
Les Solutions multimodales MtiLINK inc.
Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc.
LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc.
LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc.
LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc.
LOGISTEC Arrimage inc.
LOGISTEC Everglades LLC
LOGISTEC Gulf Coast LLC
LOGISTEC Services environnementaux inc.
LOGISTEC Services maritimes inc.
LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc.
LOGISTEC USA Inc.
Niedner inc.
Pate Stevedore Company, Inc.
Ramsey Greig & Cie ltée
SANEXEN Services Environnementaux inc.
SANEXEN Water, Inc.
Tartan Terminals, Inc.

Entreprises associées

Compagnie d'Amarrage du St-Laurent inc.

Coentreprises / Sociétés

Compagnie d'Amarrage de Québec inc.
La Compagnie d'Amarrage
(Trois-Rivières) ltée
La Compagnie de navigation de
l'Arctique de l'Est du Nunavik inc.
La Compagnie de navigation de
l'Arctique de l'Est du Nunavut inc.
Les Structures de quais mobiles
Flexiport inc.
NEAS inc.
Northern Bear Shipping B.V.
Northern Fox Shipping B.V.
Northern Hare Shipping B.V.
Northern Loon Shipping B.V.
Northern Wolf Shipping B.V.
Qikiqtaaluk Environmental Inc.
Services environnementaux Avataani
inc.
Services maritimes Québec inc.
Terminal TERMONT inc.
TERMONT Montréal inc.
Transport Aujaq Inc.
Transport Inukshuk inc.
Transport Mitiq inc.
Transport Nanuk inc.
Transport Nunalik Inc.
Transport Qamutik inc.
Transport Sinaaq Inc.
Transport Umialarik inc.
9260-0873 Québec inc.

Auditeur indépendant

KPMG S.E.N.C.R.L./S.R.L.

Banques

Banque Canadienne Impériale
de Commerce
Banque de Montréal
Banque HSBC Canada
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
BMO Harris Bank
Fédération des caisses
Desjardins du Québec
La Banque de Nouvelle-Écosse
La Banque Toronto-Dominion

Agent de transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs
Computershare inc.
1500, boul. Robert-Bourassa
7^e étage
Montréal (QC) H3A 3S8

Inscription des actions

Bourse de Toronto

Siège social

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

Téléphone : (514) 844-9381
Télécopieur : (514) 844-9650
Adresses courriel :
info@logistec.com
ir@logistec.com
Internet : www.logistec.com

Assemblée annuelle générale et extraordinaire des actionnaires

Le mercredi 6 mai 2020 à 11 h 30

Banque Nationale du Canada, 600, rue de la Gauchetière Ouest, 4^e étage, Montréal (QC)

Symboles boursiers

LGT.A et LGT.B

Marques déposées

LOGISTEC est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
Aqua-Pipe est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
CrossGlobe et dessins sont des marques déposées aux États-Unis.
MtiLINK est une marque déposée au Canada.
SANEXEN est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

www.logistec.com





LOGISTEC

WWW.LOGISTEC.COM